

2^e partie

Chapitre 7 Une présidence sans tutelle (mai 70 - août 71)

Le problème récurrent de l'engagement politique de l'ICEM

Au congrès de Charleville, plusieurs militants (peut-être les mêmes qui avaient déclenché le psychodrame sur « l'affaire Got ») réclamaient une clarification du positionnement idéologique de l'ICEM face au gouvernement, en soupçonnant plus ou moins la pédagogie Freinet d'être un alibi pour se tenir hors du combat politique. Avec l'accord de Deléam, j'avais préparé une réponse destinée à rappeler nos options fondamentales. Elle parut dans *Techniques de Vie*.

Vivre sans alibis

Plusieurs camarades ont décidé de reprendre à nouveau le thème du militantisme. J'avoue que, pour ma part, je trouve à l'ICEM des réponses claires sur notre position face à la « rénovation » officielle. Je ne pense pas qu'il soit sérieux de nous imaginer soutenus et manipulés par le ministère.

A voir l'insistance sans cesse renouvelée de certains, je me demande si, par-delà une affirmation publique de ce que nous sommes, ils ne souhaiteraient pas la mise à l'index de tous ceux qui ne s'aligneraient pas inconditionnellement sur leurs propres positions. Sans mettre en question ces positions que je ne suis sans doute pas loin de partager, je dois dire qu'un tel alignement me paraîtrait la mort de ce que nous avons trouvé dans la pédagogie Freinet.

Je ne sais pas si les camarades entrés dans le mouvement avant la guerre avaient le même sentiment, mais la génération à laquelle j'appartiens a trouvé chez Freinet la synthèse exceptionnelle d'un militantisme et d'un refus de l'embrigadement. Et ce n'était pas simple lorsque l'action politique naviguait entre l'éloge de Staline et l'envoi du contingent dans les mines par le socialiste Jules Moch, entre la justification de la répression à Budapest et l'envoi du contingent en Algérie par Guy Mollet. La gloire de l'ICEM est à mes yeux d'avoir été le creuset où les militants sincères de toutes origines politiques se retrouvaient unis dans toutes les actions fondamentales, ceux qui étaient dans un parti (et parfois se faisaient jeter dehors), ceux qui ne pouvaient entrer dans aucun parti mais ne voulaient pas rester « apolitiques ».

Cette unité vivante de l'ICEM dans sa diversité peut paraître dérisoire devant la fierté sectaire du moindre groupuscule. C'est pourtant elle qui nous a fait ce que nous sommes. De quelque parti ou absence de parti, de quelque tendance syndicale que nous fussions, nous savions que, par-delà le champ clos des luttes fratricides, il y avait des valeurs essentielles que nous partagions. On peut trouver ce respect des autres amollissant pour la lutte, mais qui peut assurer que les combats internes soient d'une rare efficacité ?

Certes, il y a parmi nous des camarades qui n'ont pas encore fait le lien entre leur révolution pédagogique et la révolution sociale indispensable, mais plutôt que de les bousculer (ou de les écœurer), pourquoi ne ferions-nous pas la part du conditionnement

passé et ne leur donnerions-nous pas la chance que nous donnons à nos élèves : celle de la redécouverte qui crée les seules acquisitions valables ?

Oh ! bien sûr, ils nous agacent aussi, les novateurs tièdes qui ont un « code Soleil » à la place des tripes, les fantaisistes inconsistants que tout mouvement de pionniers attire, parce qu'il marche hors des sentiers battus. Mais lequel d'entre nous peut se donner en censeur et décerner des brevets de bon éducateur militant ?

J'avoue que j'aime encore moins les puritains, les pharisiens (même s'ils sortent d'une armée du salut gauchiste), qu'ils nous prêchent, nous mettent en garde ou nous mènent en croisade. Les choses ne sont pas si simples et si simplistes. Il y a peu, un de mes anciens élèves, un gars de l'Assistance qui a maintenant 19 ans, m'écrivait ses déboires et sa révolte. Peut-être suis-je chien de garde de la société bourgeoise, camarades, mais les conseils que je lui ai donnés étaient de modération, non pour protéger un régime qui me révolte autant que la plupart d'entre vous, mais pour éviter à ce garçon d'être broyé, pour lui permettre de survivre et (qui sait ?) de trouver un peu de bonheur. Mais cela ne me donne pas bonne conscience, cela me renforce dans ma volonté de lutter pour une société humaine. Si un de mes anciens élèves devient gardien de prison, je me remettrai peut-être un peu en question comme enseignant, mais surtout je me rappellerai à une plus juste mesure de mes capacités face à une société où il existe des prisons.

Mais je n'en déduirai pas : « la pédagogie, à quoi bon ? », car cela aussi est un alibi. Le choix, une seule fois pour toutes, c'est un alibi. Vivre sans alibi, c'est choisir chaque jour : mener le combat sur tous les fronts, en ménageant ses forces si l'on veut les prolonger, en sachant que l'on est à tout moment responsable de ses choix. Comme il serait facile de se fixer une fois pour toutes une seule option ! Mais plutôt, chaque jour, décider sans se laisser happer ni éparpiller par tout ce qui se présente, sans perdre plus de temps à choisir qu'à faire.

Sa classe, l'ICEM, le syndicalisme, la politique, sa famille, sa culture personnelle, sa détente, ce n'est pas l'un ou l'autre. A chaque instant, il faut répartir, évaluer, choisir, rectifier, sans être sûr d'avoir bien fait et, pourtant, il faut faire et, en plus, ne pas pleurnicher sur les choix qu'on a dû faire, ne pas se trouver à nouveau des alibis pour garder bonne conscience.

Face à des milliers de camarades qui justifient leur attentisme par mille bonnes raisons, ce que nous avons trouvé chez Freinet, ce n'est pas une liberté mythique, octroyée par le ciel, mais une responsabilité pleinement ressentie. Comme nous sommes, après tout, des hommes, il peut nous arriver de manquer de force, même de courage, mais pas d'honnêteté. Parce que nous voulons être libres, donc responsables, nous avons choisi de vivre sans alibis.

M. Barré

Les échos qui me parvinrent montrèrent que la majorité des militants, et notamment les plus anciens, partageaient mon point de vue.

Le passage des bandes enseignantes aux livrets autocorrectifs

En 1967, nous avions prévu de continuer les éditions de bandes, à mesure qu'étaient mis au point les projets. En revanche, la reprise sur d'autres bases de la première série de calcul avançait bon train et risquait de nous déborder. En effet, l'édition de bandes suivait un processus qui ne pouvait être accéléré. Freinet avait conçu, avec un technicien, une machine très ingénieuse qui s'étalait sur plusieurs mètres. Tous les clichés métalliques, portant le texte

et les dessins, étaient fixés à plat, en une file de plus de deux mètres. Un chariot automatique, précédé d'un rouleau encreur, déroulait une bande vierge, tandis qu'un rouleau presseur procédait à l'impression. Puis le chariot faisait le parcours inverse en rembobinant la bande imprimée et on la changeait contre une autre bande vierge. C'était très astucieux mais impossible à accélérer. Poitrenaud, avec les imprimeurs, avait imaginé d'imprimer les bandes en grandes feuilles sur l'offset, puis il fallait découper les différents lés, les scotcher dans l'ordre et les enrouler sur bobine. Seul le tirage était plus rapide.

Par ailleurs, se posait le problème d'encombrement et de coût des boîtes enseignantes quand les enfants travaillaient individuellement sur des bandes différentes dans plusieurs disciplines. Les professeurs du secondaire avaient d'ailleurs presque tous écarté la programmation sur bande pour concevoir des livrets autocorrectifs. Dans ce sens, Favry avait joué le rôle de pionnier en préparant plusieurs prototypes de livrets de littérature que je l'avais aidé à faire connaître.

Le problème était différent en primaire où la question tient parfois en une ou deux lignes, il fallait donc des plages de 10x13 cm, ce qui était minuscule pour un livret. Tentant de retrouver l'ingéniosité de Freinet, j'eus l'idée de continuer la suite du livret tête bêche, ce qui permettait de réaliser des livrets de 34 plages sur 16 pages de format 13x20.

Comme une série de projets arrivait pour expérimentation dans les classes, je pris l'initiative d'envoyer aux expérimentateurs deux tirages différents, l'un sous forme de bandes à scotcher et à enrouler pour les boîtes enseignantes, l'autre à plier et agraffer pour constituer des livrets. Je demandais d'essayer les deux formes et d'indiquer les réactions des enfants. A la quasi unanimité, les livrets se révélaient plus pratiques et seraient, il faut l'ajouter, moins longs et moins coûteux à réaliser à grand tirage.

Evidemment, l'abandon du dernier outil pédagogique conçu par Freinet ne se faisait pas sans un tiraillement sentimental, mais la différence de prix de revient (22 F la série de 10 bandes s'ajoutant à 137 F la série de 25 boîtes enseignantes, soit 159 F, contre 8 F la série de 10 livrets) balaya tout regret. Dès septembre 70, sans abandonner les séries déjà éditées qui furent réimprimées, on passa progressivement des bandes enseignantes aux livrets.

Bertrand cherche à tirer le maximum du retrait d'Élise

Nous étions tous désormais libérés des interventions incessantes d'Élise, mais c'est Bertrand, dont le secteur des éditions BT se trouvait déjà relativement protégé, qui chercha à récupérer le maximum de bénéfice, en souhaitant sans doute apparaître comme le leader principal qu'il avait espéré être après la mort de Freinet. Il lui échut bien entendu la responsabilité de *L'Art enfantin* qu'Élise abandonnait brutalement, cette tâche supplémentaire entraînait tout à fait dans ses compétences. Il ne tarda pas à compléter le titre *Art enfantin et Créations*, afin d'intégrer des créations n'émanant pas seulement des enfants.

Comme les militants en avaient assez de deux congrès successifs à effectif restreint et demandaient que le prochain soit largement ouvert, Bertrand insista pour faire de celui-ci, prévu à Nice, une sorte de grand « festival de pédagogie populaire ».

Par ailleurs, dans l'ambiance post-soixante-huitarde, il avait lancé l'idée de faire revivre un village abandonné pour le transformer en lieu de rencontres de vacances de l'ICEM.

Les militants de l'Hérault avaient obtenu l'autorisation de démarrer un stage dans les tout derniers jours de classe et m'avaient demandé de participer à son animation. J'avais accepté car je sentais que c'était un gage de confiance, après les tumultes récents. A un moment où ma présence n'était pas nécessaire au stage, un camarade me proposa de visiter un village

presque abandonné où ne vivaient plus que deux cultivateurs célibataires. Je fus donc, à ses côtés, le premier à visiter le village de Caudureau dont on reparlerait par la suite. Je n'avais aucune intention de m'investir personnellement dans cette aventure, mais j'en fis dès mon retour le rapport précis à Bertrand qui concrétisa son projet dans les mois suivants.

RIDEF en Slovaquie

Au congrès de Charleville, plusieurs membres de la FIMEM m'avaient fait promettre d'assister en juillet à la RIDEF (Rencontre Internationale des Educateurs Freinet) à Bratislava. Là encore, c'était un témoignage de confiance que je ne voulais pas négliger, mais cela n'était possible que si toute la famille acceptait d'y passer les vacances à mes côtés, ce qui fut le cas.

Comme, pour des raisons de travail, je n'avais pu accepter en mai d'accompagner Linarès à Varsovie, mes amis polonais, notamment Halina Semenovicz, avaient insisté pour je passe par la Pologne avant de me rendre en Slovaquie. Il me semblait important de le faire afin de montrer, aux syndicats enseignants polonais et à l'administration, l'estime que portait l'ICEM au mouvement local de l'École Moderne. L'accueil fut chaleureux de la part de nos amis, ce qui n'était pas une surprise, mais aussi des syndicalistes qui favorisèrent notre hébergement gratuit dans des internats scolaires, maintenus ouverts pour des stages pédagogiques, près de Varsovie ou servant de lieu d'hébergement de passage à Cracovie. Un séjour où la découverte du pays l'emporta sur les relations publiques, par ailleurs très sympathiques.

Puis toute la famille poursuivit le voyage à Bratislava où se tenait la RIDEF. Deux ans à peine après la répression du printemps de Prague, si l'atmosphère était sincère à l'intérieur de la rencontre (avec des participants de divers pays : Belgique, Hollande, Suisse, Italie, Brésil et France bien sûr), les autorités locales jouaient à cache-cache pour nous empêcher de visiter des ateliers d'enfants en vacances. Nous avons obtenu de rendre visite à un camp de Pionniers, mais au dernier moment on prétendait nous montrer un élevage de moutons. A force de détermination, nous avons tout de même obtenu de dialoguer, dans notre jargon anglais minimum, avec les moniteurs slovaques, ce qui fut très sympathique.

Nous logions dans une sorte de cité universitaire technique, plutôt rudimentaire, et ce fut un soulagement de terminer la rencontre dans les Tatras, à Martin où était organisée une Biennale de la Fantaisie à laquelle plusieurs de nos écoles participaient en envoyant des créations d'enfants. Ce cadre plus intime et très verdoyant nous réjouit tous.

Les sept tentations de l'ICEM

Après la rentrée scolaire, j'éprouvai le besoin de recentrer nos réflexions et notre action dans un texte qui parut dans *Techniques de Vie* en novembre 70.

Les sept tentations de l'ICEM

Lorsque nous prenons conscience des énormes potentialités d'un mouvement comme le nôtre, nous sommes généralement insatisfaits de voir que nos groupes, nos commissions, notre coopérative, nos revues (même si, à juste titre, on nous les envie) ne correspondent que de loin à tout ce qui pourrait être. Alors nous cherchons ce qui peut constituer un frein à cette action, un gaspillage de cette énergie. Je vous livre le fruit de mes réflexions qui valent ce qu'elle valent. Vous verrez qu'elles sont souvent contradictoires, mais la vie n'est-elle pas tissée de contradictions ?

1) La tentation du mythe de la base

Je vous vois déjà réagir car, de nos jours, la base, c'est sacré. Pour les gens de droite aussi, ça s'appelle alors « majorité silencieuse ». Nous savons pourtant bien qu'en dehors de quelques formules démagogiques, la base : c'est la majorité de nos collègues, la majorité des parents, c'est-à-dire des gens que nous aurions tort de mépriser (et de quel droit !) car ils sont victimes d'un conditionnement ; mais attendre béatement que la base trace les voies, c'est généralement prendre le risque de l'immobilisme. L'essentiel est d'être à l'écoute de toutes les aspirations positives (et il y a déjà là un choix de valeurs), d'en faire la synthèse, de proposer des perspectives et de tout faire pour mettre en branle ce qui risquerait, sans intervention, de rester inerte.

Tout ce qui anime la masse a été le fait de minorités agissantes. Ce qui différencie les actions démocratiques des actions paternalistes ou totalitaires, c'est qu'une fois inséminées les idées vivantes continuent leur chemin, alors que les autres ont besoin du soutien constant d'un mythe ou d'une gestapo.

2) La tentation d'un substitut de Freinet

Pour bon nombre d'entre nous, Freinet a été l'agitateur de génie qui nous a donné une raison d'être éducateurs. Sa mort a été un arrachement ; mais n'arrive-t-il pas que nous cherchions un substitut du père disparu ? Ne mesurons-nous pas à quel point ce serait une remise en cause de ce qu'il a voulu nous apporter : la prise en charge coopérative de nos responsabilités ? Peut-être cette tentation serait-elle alors la preuve d'une certaine immaturité.

3) La tentation de l'originalité « juvénile »

Presque à l'opposé, mais en liaison flagrante, le besoin de montrer à quel point nous sommes originaux, toujours « d'avant-garde ». Dès lors que d'autres se recommandent de ce que nous croyons nôtre, nous voulons être plus loin. Ce que dit Freinet, nous sommes allés au-delà ! En sommes-nous si sûrs ? L'administration, les syndicats reprennent-ils un de nos slogans ? vite il faut l'abandonner pour aller ailleurs, ce qui serait louable si c'était inmanquablement plus loin et mieux.

4) La tentation de la projection personnelle

C'est une évidence : chacun de nous se projette dans tout ce qu'il fait, dans tout ce qu'il dit (et moi le premier). Où cela devient grave, c'est lorsque cette projection n'est pas envisagée avec lucidité, lorsque les problèmes personnels viennent s'interposer, lorsque nous voulons accorder une portée générale à notre cas particulier, justifier une difficulté personnelle par un principe universel.

5) La tentation de l'ICEM comme panacée

Un corollaire du précédent est la tentation de faire de l'ICEM le lieu où se résoudront tous les problèmes qui nous paraissent insolubles : syndicaux, politiques, culturels. A quand l'ICEM, unique raison de vivre dans tous les domaines, pour tous les temps ? Même lorsque nous allons voir ailleurs, n'est-ce pas parfois avec l'intention de convertir ensuite l'ensemble de notre ghetto ? Ne souffrons-nous pas du souci d'unanimité, de la manie du mariage consanguin ?

6) La tentation du pire

Celle-là ne nous est certes pas naturelle, mais nous avons parfois mauvaise conscience de faire du mieux possible dans un milieu où la plupart laissent aller et où certains disent que, pour faire craquer le système, il faut saboter. Saboter des moteurs ou des meubles de cuisine, c'est leur affaire, mais saboter des gosses, nous ne

marchons pas. Alors pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi nous laisser soupçonner d'être des vendus, alors que nous ne sommes que des non-salards ?

7) La tentation de laisser faire les autres

Vous avez probablement eu envie de répondre à telle ou telle affirmation, mais le ferez-vous ? Peut-être serez-vous contents que certaines choses aient été dites pourvu que vous n'ayez pas eu, vous, à les dire. Et alors ? Techniques de Vie, L'Educateur ont été ouverts. Pour qui ? Le congrès est ouvert. A qui ? Pour quoi ?

Chez nous, il ne doit pas y avoir les faiseurs et les voyeurs. Alors, puis-je penser que le prochain numéro soit moins maigre que les deux précédents ?

P.S. - Je m'aperçois que j'ai succombé à une huitième tentation que (par volonté inconsciente ?) j'ai oublié de noter : celle de donner des leçons. Car c'est aussi une suave et maligne tentation qui serait bien condamnable si, en l'occurrence, je n'avais trouvé en moi les reproches que je nous fais (mais jusqu'où irons-nous si, à présent, vous me taxez de masochisme ?).

Michel Barré

La préparation du congrès 71 à Nice

A mon niveau, je me préoccupais moins du contenu que de la coordination et de l'organisation. L'avantage était ma proximité de Nice qui permettait des liens étroits avec l'équipe d'organisateur que je connaissais bien. Premier problème, en l'absence d'un local, le secrétariat risquait d'être débordé. C'est pourquoi je proposai la location d'un studio vide qui, en morte saison, était d'un loyer abordable.

Les locaux de travail du congrès se trouveraient à la faculté Valrose et l'hébergement des participants réparti dans divers établissements. On n'avait pas prévu de plénières, mais des interventions et débats simultanés dans les six amphithéâtres de la fac. Les travaux de commissions se dérouleraient dans de nombreuses petites salles toutes proches.

Deléam avait lancé des appels à propositions très diverses. Il inscrivait les réponses sur un planning de son bureau et c'est à moi que revenait la responsabilité de transformer les propositions en emploi du temps précis avec répartition des lieux.

Pour éviter tout éparpillement, il fallait d'abord un balisage précis des itinéraires. Le fléchage en ville fut installé au dernier moment, après une étude sérieuse des circuits, avec les Niçois de souche qui savaient qu'il vaut mieux parcourir en voiture quelques centaines de mètres en plus dans des rues moins encombrées, plutôt que d'être bloqué dans les bouchons. J'avais fait découper les flèches de contre-plaqué par la menuiserie de la CEL et réaliser la peinture avec des caches en lettres adhésives, réutilisées pour les autres panneaux.

De même à la fac, les fléchages devaient être clairs et surtout les affichettes annonçant les travaux de chaque demi-journée placés sur des panneaux où ne serait toléré aucun affichage sauvage, celui-ci étant cantonné à d'autres endroits. Je procédais moi-même au changement bi-quotidien de ces affichettes en m'assurant auprès des arrivants que tout était parfaitement clair pour permettre d'arriver à temps à la séance choisie.

Autre problème : les traces qui resteraient, après le congrès, de tous ces échanges. On ne pouvait ni recruter une sténographe professionnelle par amphithéâtre, ni enregistrer la totalité au magnétophone. La seule solution était de demander au démarrage de chaque séance deux volontaires, l'un pour résumer les grandes lignes du déroulement, le second pour prendre le maximum de notes. Pour cela, il fallait que la place des preneurs de notes soit matérialisée par deux planchettes sur lesquelles se trouvaient des feuilles numérotées, portant le titre de la

séance, et le stylo à bille s'y reliant. Pour être certain que rien ne se perde, je faisais le circuit à chaque changement de séance pour ramasser et classer les feuilles écrites et disposer les feuilles vierges pour la suivante.

Une autre de mes préoccupations était l'accueil des enfants de congressistes, car j'avais vérifié par mes propres enfants que c'était trop souvent une lacune qui poserait de graves problèmes en cas d'affluence. Il ne s'agissait pas d'improviser pour eux de simples garderies, en contradiction avec la pédagogie discutée au même moment par leurs parents. Des copains, à la charnière de l'ICEM et des CEMEA, acceptèrent de se priver de congrès pour organiser sérieusement l'accueil des enfants de congressistes. Même les plus jeunes étaient pris en charge par Micheline, dans l'école maternelle la plus proche du congrès.

On avait aussi prévu des activités culturelles (musique, ciné-club, théâtre) en fin d'après-midi et en soirée. Bertrand avait obtenu, sur le budget prévisionnel du congrès, le financement d'un spectacle monté avec les élèves de l'école de danse de Rosella Hightower, à Cannes. Il avait proposé à celle-ci, ancienne danseuse étoile des ballets de Monte-Carlo, de faire travailler ses élèves en prenant comme argument de ballet un conte écrit dans la classe de sa femme Jacqueline : *La petite fille à la recherche du printemps*.

Le savoir-faire des professeurs et l'implication des élèves permit un résultat très intéressant qui incita Philippe Agostini à le filmer pour la télévision. Je me crus néanmoins obligé d'intervenir, par la suite, quand Bertrand voulut présenter cette réalisation comme un exemple de « méthode naturelle de danse », car ma fille qui prenait déjà des cours de danse à Rouen, s'était inscrite aux cours de Rosella Hightower en 67 et avait abandonné, au bout de deux ans, ne supportant plus le dressage destiné à faire de tous les élèves de futurs professionnels des corps de ballet. La preuve qu'il ne s'agissait pas, pour ce spectacle, d'une démarche naturelle, c'est que les petits danseurs étaient cantonnés dans des exercices d'ensemble très simples et que seuls les plus âgés, presque professionnels, pratiquaient une véritable expression personnelle.

Un appel solennel de M. Porquet aux groupes départementaux

Madeleine Porquet n'avait pas admis ce qui avait été exprimé presque unanimement au congrès de Charleville : le refus qu'Élise intervienne à tout moment sur la marche de l'ICEM selon ses décisions personnelles du moment, un refus que son attitude de « tout ou rien » transformait en mise à l'écart qui n'avait jamais été décidée.

Persuadée que « la base » était en désaccord avec les décisions d'avril 70, M. Porquet pensait que la tenue d'un nouveau congrès à proximité de Vence était l'occasion de susciter un mouvement d'allégeance à la veuve de Freinet. Elle écrivit à tous les groupes départementaux d'insister pour que le congrès de Nice soit placé sous la présidence d'Élise. En soi, la chose n'avait rien d'anormal si l'on oubliait qu'Élise n'assistait pratiquement jamais aux rassemblements du mouvement et qu'elle n'y intervenait que par message, lu par la personne mandatée du moment.

Sans doute parce que les groupes avaient été excédés par les décisions autoritaires d'Élise, ils restèrent sans réaction. Le seul écho que je reçus fut une lettre du délégué du Finistère, département de M. Porquet. Ne pouvant se dérober à la pression de sa militante la plus inconditionnelle, il nous demandait (pourquoi à nous, équipe de Cannes, plutôt qu'au CA de l'ICEM ?) que le congrès soit placé sous la présidence d'Élise « à qui le mouvement devait tant » ; le tout exprimé de façon presque administrative. J'ignore s'il y avait eu débat à ce sujet dans les autres groupes départementaux, en tout cas rien n'en avait filtré.

L'association des Amis de Freinet avaient, de son côté, proposé que la proximité de Bar-sur-Loup soit l'occasion de rappeler, par l'inauguration d'une plaque commémorative, que 50 ans plus tôt était née dans ce village une nouvelle conception de la pédagogie. Deléam fit le maximum pour que cela puisse se dérouler pendant la durée du congrès, en présence des volontaires que je ne pus accompagner du fait de mes multiples responsabilités.

Pari tenu pour le congrès de Nice

Inutile de préciser que, préoccupé par la coordination d'une organisation aussi complexe, je ne voyais pas grand chose de ce qui se passait dans les amphis et les salles. Des copains, croisés ici ou là selon mes déplacements, me donnaient des échos, en regrettant parfois que je n'aie pu intervenir dans tel ou tel débat, mais on ne peut pas tout faire.

L'important fut l'absence d'incidents graves, hormis quelques vols de portefeuilles relevant apparemment de pickpockets. La police niçoise y vit l'intervention de ce qu'elle appelait « la bande du carnaval », ce qui situait le congrès de l'ICEM au niveau des grandes manifestations niçoises. Il est vrai que plus de 1500 personnes participèrent à la totalité du congrès et que 500 autres, généralement venus de la région, furent de passage pour au moins une journée.

Pour l'anecdote, je veux citer ce qui faillit créer problème. Une sculpture, réalisée par la classe de transition d'un copain du département, avait brusquement disparu. On mesure la déception des jeunes s'ils n'avaient pu la récupérer. Heureusement, il s'agissait d'un canular d'étudiants qui l'avaient placée dans une pièce d'eau du campus, ce qui fut facile à réparer.

Autre anecdote, Geneviève de Failly, directrice des CEMEA, venue se reposer à Nice avec Henriette Goldenbaum, spécialiste de la musique, plus connue sous son totem Fauvette, avait tenu à rendre visite au congrès de l'ICEM, ce qui était très sympathique. Je les croisais en fin d'après-midi quand elles tinrent à me dire qu'elles avaient été choquées par ce qui s'était passé dans une séance sur la musique. Je tombais des nues car je ne pouvais savoir ce qui se passait dans tant de séances simultanées. Je pus enfin apprendre pendant le repas ce qui s'était réellement passé. Un animateur d'éducation populaire devait présenter des enregistrements musicaux réalisés avec des jeunes. Depuis plus d'une demi-heure, il parlait, en ne cessant de répéter que la musique est essentiellement quelque chose que l'on fait et que l'on vit, et ne semblait pas du tout pressé de faire entendre les enregistrements. Quelqu'un l'interpella pour lui demander d'interrompre son bavardage et de donner enfin la parole à la musique. Un autre appuya son point de vue, selon toute logique, en chantant son intervention comme dans un opéra (ou plus récemment dans les films de Jacques Demy) et toute la salle se mit de la partie en discutant sous forme chantée. Nos amies des CEMEA, peu habituées jusqu'alors à voir dévier une séance prévue, avaient été choquées par ce qui n'était que la mise en porte-à-faux de ceux qui contredisent les principes qu'ils proclament.

Enfin, Bertrand avait proposé, pour le dernier jour à midi, un pique-nique dans les arènes antiques de Cimiez, toutes proches. Hélas ! les intempéries ne le permirent pas et il fallut se rabattre au dernier moment sur un hall désaffecté du casino municipal (aujourd'hui rasé). Les participants se regroupaient par affinité sur de simples chaises pliantes de jardin public pour manger les produits provençaux prévus. Tous étaient conscients que ce repli était inopiné, mais j'avais tenu à les sonder, avec l'aide de deux camarades, sur ce qu'ils avaient pensé du congrès, ce qui leur avait plu ou déplu dans l'organisation, afin de faire mieux à l'avenir. Tout le monde semblait satisfait et les quelques critiques visaient plutôt le contenu de certaines séances que je découvris ensuite par les traces écrites et les échos que j'en reçus par courrier.

Une conclusion ouverte sur l'avenir

A cause de la simultanéité de nombreuses activités, personne n'avait pu vivre tout ce qui s'était passé. Deléam me demanda de tirer des conclusions générales, alors que cette tâche lui revenait logiquement. Comme j'avais apprécié la présence de lycéens girondins, venus avec leur prof d'anglais, présenter un jeu dramatique, tout à tour dans les deux langues, je proposai comme perspective de multiplier les rencontres d'enfants et d'adolescents qui permettraient de dépasser les simples rencontres d'enseignants. Dans les années qui suivirent, plusieurs groupes ou régions organisèrent de telles rencontres, par exemple autour du dessin ou du jeu dramatique.

Mais Bertrand fut à nouveau le plus rapide à se saisir de l'idée en organisant, autour du renouveau du journal scolaire, des congrès nationaux des jeunes imprimeurs. Et pour que cela soit plus claironnant, il tint à reprendre à Freinet le terme de « *Front de l'enfance* » qui, dans l'esprit de ce dernier, avait pourtant une tout autre perspective.

L'agitation autour d'une « affaire de Douvres »

Au congrès, P. Quéromain, directeur du CEG de Douvres-la-Délivrande (Calvados), m'avait parlé des inquiétudes qu'il ressentait face à l'opposition de certains adversaires de l'expression libre, moins au sein des parents d'élèves que d'un certain milieu politique réactionnaire. Peu de temps après, ses appréhensions se matérialisèrent sous le coup de deux articles venimeux et mensongers. L'un parut dans *L'Aurore* du 13 avril, le second dans le n° 24 d'avril 71 du Bulletin des CDR (Comités de Défense de la République, créés par la droite extrémiste après mai 68), sous le titre *Leçon de Sade*, article repris mot pour mot dans *Valeurs actuelles*, sous le titre *Composition française*. Il reproduisait un texte présenté comme « une sorte de corrigé, dicté par un professeur de Douvres ». Je le reproduis également pour éviter toute ambiguïté :

Il lui a d'abord ouvert le ventre avec un coupe-papier et il lui a baisé les tripes. Puis il a vomi sur le foie entre l'estomac et la bile qu'un aliment rejeté avait crevé. Ensuite il a plongé ses mains dans cette gerbe visqueuse et gélatineuse pour respirer ce parfum dont il était avide. Puis il a crié au viol en lui étrillant l'hymen dans un coin perdu du faubourg. Et, après avoir doucement embrassé son cœur, il l'a mangé. Comme il s'ennuyait, il a crevé de ses deux doigts les yeux et, comme il les léchait, il s'est immobilisé, deux larmes ont coulé de ses yeux et doucement il a dit : « je t'aime ».

Le bulletin politique ajoutait : « *Par un concours de hasards extraordinaires, le professeur a été révoqué. Mais cet acte isolé de salubrité publique a été dû à l'action exceptionnelle de citoyens responsables : quand les parents sortiront-ils de leur apathie et se décideront-ils à faire valoir leurs droits contre de tels enseignants ? Pour l'instant, si les directeurs d'écoles sont assaillis de protestations, c'est à cause des punitions ou des gifles que reçoit leur progéniture quand elle a trop usé la patience des maîtres consciencieux.* »

Comme pour l'affaire de Saint-Paul, il avait fallu des mois d'incubation pour faire éclater un scandale. Le texte en question avait été écrit et lu en classe en novembre 70 par un adolescent de 16 ans, il n'avait pas été retenu par ses camarades qui l'avaient trouvé écœurant. Les choses en seraient restées là si, des mois plus tard, des adultes n'avaient demandé à un autre adolescent d'emprunter le carnet d'expression libre de son copain, de

recopier le texte en question qui avait été ensuite photocopié et diffusé à la préfecture, puis à une certaine presse. Après enquête de l'administration locale, à aucun moment, le professeur, notre ami Michel Vibert, n'avait été sanctionné et moins encore révoqué. Par cette agitation, certains voulaient surtout réagir violemment contre le projet de réforme du français, appelé plan Rouchette.

Pour enrayer ce scandale public, mon premier réflexe fut, en liaison permanente avec nos camarades de Douvres, de leur assurer le soutien syndical national qui, dans un premier temps, fut assez mou, à cause du ton provocateur du texte de l'adolescent. Le CLEN, par contre, comprit immédiatement l'enjeu de l'affaire et soutint fermement l'équipe de Douvres. Pour que les groupes de l'ICEM connaissent toutes les pièces du dossier, y compris les explications de M. Vibert et de son directeur P. Quéromain, un n° spécial de *Techniques de Vie* fut consacré à « l'affaire ». Cela inciterait à peser sur toutes les sections départementales de la FEN.

Pour mettre les syndicats et l'administration devant leurs responsabilités, je rédigeai pour le n° 16 de *L'Éducateur* l'éditorial suivant :

Autour d'un texte libre

Pendant la semaine de Pâques, 2000 personnes se sont réunies à Nice pour confronter leurs expériences sur les problèmes d'éducation. Ne cherchez pas dans la presse nationale pour y trouver un écho fidèle de cet événement pourtant peu commun. Par contre, peut-être entendrez-vous parler (car vous lisez peu ce genre de presse) d'un professeur de CEG accusé publiquement d'inciter ses élèves à la littérature sadico-sexuelle. Le bulletin des CDR annonce même que les parents indignés ont obtenu la révocation d'un tel enseignant.

Quand vous apprendrez que le CEG incriminé est celui de Douvres (dont nous avons publié un article dans le n° 9), vous vous demanderez quelle est la part du délire calomniateur. Tout est faux, même la sanction administrative ; tout a été imaginé dans le but d'entretenir l'agitation dans l'enseignement, selon des méthodes fascistes bien rodées.

Revenons donc aux faits réels : en novembre dernier, dans la classe de notre camarade Michel Vibert, un adolescent de 16 ans fait un essai d'outrance verbale. Après un cours de sciences naturelles sur la digestion, il assimile dépeçage, possession et communion mystique. Il présente à ses camarades un texte qu'il a voulu brutal, comme il a lu précédemment des textes sur la moto, sur l'amour, sur Dieu, sur la liberté. La classe réagit calmement et ne s'intéresse pas à ce texte outrancier. Un adolescent, comme tant d'autres, a raconté en toute confiance un fantasme passager à une classe aidante comme nous en souhaiterions tant. Aucun drame, aucun scandale. La classe et l'auteur dépassent aussitôt ce moment et le fantasme fait place à la vraie vie, la vie qui compte aussi hélas ! des My-Lai (village vietnamien qui venait d'être exterminé par les troupes américaines).

Mais cela, c'est la vie saine et équilibrée d'une classe Freinet, pas celle du CDR local. Des adultes ayant appris l'existence de ce texte utilisent un adolescent pour le recopier, diffusent des photocopies jusqu'à la préfecture et, voyant qu'enquête faite l'administration ne trouve rien à reprocher aux enseignants, tentent d'ameuter une certaine opinion publique.

Bien entendu, nous sommes totalement solidaires de nos camarades que nous soutiendrons moralement et financièrement jusqu'à la condamnation des calomniateurs,

mais à vrai dire ce n'est pas leur cas personnel qui est le plus grave. On peut relire l'article de M. Vibert mentionné plus haut. Dans ce n° on trouvera un article de P. Quéromain que je n'avais pu loger dans les numéros précédents. Ce n'est pas un article de circonstance et il exprime l'honnêteté intellectuelle qui caractérise ce camarade. Ce seraient donc là les brutes qui corrompent notre jeunesse ? Qui pourrait l'imaginer un seul instant ?

Ce qui est plus grave à nos yeux, c'est que des adultes aient pu s'arroger le droit de dérober ce texte d'un carnet personnel, de l'exhumer du passé psychologique d'un adolescent pour le livrer avec une indignation malsaine à la page des faits divers. S'il existe une condamnation du viol, on doit flétrir non celui qui écrit le mot, mais celui qui violente la pensée d'un adolescent, celui qui risque d'inquiéter la classe sur sa santé morale. Adolescents de Douvres, vous devez savoir que, dans cette histoire, vous avez été les plus sains et les plus équilibrés. Autour de votre professeur, vous avez su d'emblée situer les problèmes à leur vrai niveau qui n'est pas celui de la presse à scandale.

Qu'on ne nous dise pas qu'il fallait empêcher la lecture d'un texte outrancier, susceptible de choquer certains élèves. Qu'y a-t-il de commun entre le texte imaginaire d'un camarade qu'on connaît bien et les agressions érotiques et sadiques de la publicité, de l'actualité ? Comme il aurait été plus dangereux qu'un tel texte soit véhiculé en sous-main, comme il arrive si souvent dans une autre ambiance éducative. La chance des adolescents de Douvres, de Chamalières et de tant d'autres classes Freinet, c'est qu'un éducateur véritable maintienne, en toute clarté, les problèmes à leur vraie valeur, sans dramatiser mais sans avilir.

Ce qui est grave, c'est la préférence générale de l'hypocrisie sur le dialogue, de la répression sur la liberté d'expression. Un jeune Algérien dit-il comment il ressent son état d'étranger ? Scandale ! il n'y a pas de racisme en France. Des adolescentes disent-elles leur besoin de liberté et d'amour ? Qu'on les fasse taire ! Ce qui compte, ce n'est pas de pouvoir amener les jeunes à approfondir ce qu'ils pensent, à faire parfois la part de l'exagération face aux réalités ; non, il faut censurer. Peu importe ce qu'ils pensent, l'essentiel est qu'ils se taisent... jusqu'à un autre mois de mai.

Ce qui est grave, c'est que la presse, même la plus sérieuse, prête davantage l'oreille aux ragots qu'aux véritables problèmes, qu'elle trouve plus de lignes pour citer les aboiements du réactionnaire de service plutôt que les travaux de centaines d'éducateurs.

Ce qui est grave, c'est que la diffamation délibérée d'un établissement public ne suscite pas de réaction immédiate de son ministère de tutelle. Certes, nous savons que, ces dernières semaines, notre ministre était trop absorbé par les problèmes d'enseignement privé pour trouver le temps de défendre un simple CEG. Mais qui croirait que son cabinet n'a pas reçu le bulletin ordurier ? Ainsi observerons-nous avec intérêt si un ministre de l'Education Nationale se sent aussi solidaire des ses enseignants que le Garde des Sceaux de ses magistrats, face aux mêmes attaques irresponsables (en l'occurrence par Tomasini).

Pour notre part, en tout cas, nous ne laisserons pas étouffer le réel scandale de Douvres qui se situe hors du CEG.

Michel Barré

Sous l'effet de la mobilisation dans tous les départements, la solidarité syndicale devenait plus ferme. Néanmoins, tout danger n'était pas écarté. En effet, un coup de téléphone de P. Quéromain m'avertit qu'un inspecteur général, connu pour ses positions traditionnelles, avait été envoyé de Paris. Ses conclusions pouvaient se résumer ainsi : « Vos ennuis, vous les avez bien cherchés avec votre pédagogie ! ».

Avant les vacances, il me paraissait urgent de publier un deuxième édito sur le sujet afin que les militants restent mobilisés et pour rappeler notre vigilance.

Du côté de Douvres

Nous avons à reparler de l'affaire de Douvres. Après que les responsables du SNI aient reçu au ministère des paroles d'apaisement, la pétition d'une poignée de « parents » (les guillemets indiquent qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des enfants dans l'établissement pour mener campagne) a motivé l'envoi par le même ministère d'un inspecteur général, je devrais dire d'un juge d'instruction. Nous ignorons quelles seront les conclusions, mais par avance nous les récusons. Quand, sous l'effet d'une pression incontestablement politique, une administration déjuge sa première enquête, elle perd tout crédit d'impartialité. Même si ce déplacement d'inspecteur général n'était qu'un os à ronger, lancé en pâture aux ultras, ce serait un geste de trop ; aucune concession n'est à faire aux calomnieurs.

Nul ne nous fera croire, en effet, à l'incompréhension de quelques parents choqués par un texte libre, sinon comment expliquer que leur prétendue indignation ait pu hiberner de novembre à mars ? N'est-il pas plus vraisemblable que des ennemis jurés du climat régnant au CEG de Douvres aient après bien des recherches trouvé, lors de la diatribe publique sur le plan Rouchette, le terrain favorable à leur bataille, la calomnie restant comme partout l'arme conventionnelle.

Malheureusement, malgré les charges au clairon d'une section d'académiciens, le terrain ne s'est pas révélé assez solide pour une victoire marquante. Ce n'est qu'une des péripéties de la guerre de décolonisation de la langue française et j'espère bien, par pitié, qu'on ne nous parlera pas à son sujet d'une querelle des classiques et des modernes. Surtout pas ! La faction culturelle qui a fait front contre le plan Rouchette ce printemps, a pour seule tradition le terrorisme verbal. Cette caste s'est transmis, au travers des siècles, le flambeau de l'hystérie. Souvenez-vous, c'est bien elle qui menait cabale au Cid, à Tartuffe et à Phèdre, qui chahutait à Hernani, qui traduisait en correctionnelle Mme Bovary et les Fleurs du Mal. Je ne parle pas des salons impressionnistes, de la statue de Balzac, du scandale à Pelléas, au Sacre du Printemps ou aux Paravents. La voilà, cette France anti-classique qui, de leur vivant, a toujours préféré les Bouguereau aux Cézanne, les Sully-Prudhomme aux Rimbaud et qui n'admet dans son Panthéon que le génie momifié par ses soins.

Ces tenants du passé s'aperçoivent bien que leur prétendue culture s'écroule devant la montée des vrais classiques qui, de tout temps, ont été les modernes du jour précédent, ceux qui ne se contentent pas de chausser les bottes de leur père. En haut lieu, bien des gens savent qu'aucune OAS culturelle ne pourra inverser le cours des choses. Faisant taire la nostalgie, certains par réalisme, d'autres par hypocrisie misent plus volontiers sur le compromis permettant de canaliser l'évolution. Déjà ce compromis serait pour nous une victoire. Certes, tout sera fait pour altérer l'esprit de ce qu'on aura concédé, mais à nous de jouer alors la seconde manche.

Un exemple des pressions « libérales » qui ne manqueront pas de s'exercer est fourni par une circulaire du Recteur de Rouen :

« La méthode des textes libres, à laquelle recourent certains maîtres, a provoqué des difficultés qui m'ont été signalées. La presse s'est par ailleurs fait l'écho d'incidents relativement graves apparus à ce sujet dans une académie voisine.

Il importe de rappeler que si le maître dispose d'une entière autorité pédagogique sur sa classe, il a également la pleine responsabilité de cette dernière. Le maître a notamment le droit et surtout le devoir d'interrompre immédiatement la lecture, et a fortiori d'empêcher la discussion et l'exploitation de tout texte émanant d'un enfant ou d'un adolescent et susceptible de troubler les élèves ou leur famille par ses implications morales ou politiques.

Je crois enfin utile d'insister sur les deux points suivants qui sont à la base de toute pédagogie digne de ce nom :

1) le rôle du maître est de guider et d'instruire les élèves qui lui sont confiés, non de favoriser l'éclosion et l'expression de leurs fantasmes ;

2) conformément à la déclaration célèbre de Jules Ferry, qui reste le fondement de la laïcité française, rien ne doit être fait ou dit dans une classe qui risque de choquer un seul père de famille de bonne foi. »

On ne peut reprocher là aucune interdiction, aucune répression ; la simple mise en garde sur les responsabilités encourues. Cela suffira déjà à tempérer un certain nombre d'enseignants. Passe encore de rénover, mais s'il faut être tenu pour responsable de ce que pourrait dire ou lire l'un des élèves, mieux vaut se méfier du « direct » et bien encadrer le dialogue.

Pourtant nous sommes assez loin de l'éducation. Qui de sérieux pourrait croire que, dans une situation délicate, le meilleur parti soit la censure ? Même les milieux conformistes savent maintenant qu'il n'est plus sûre publicité que la censure. D'ailleurs qui aurait connu le texte d'un adolescent de Douvres sans la vertueuse diffusion du CDR ? Beau moyen d'alimenter les conversations d'interclasse que d'arrêter net la lecture d'un texte jugé litigieux ! Voilà le moment choisi pour effacer la présence du maître et la valeur du témoignage qu'il peut apporter, ne serait-ce que par son attitude ! Nous avons toujours cru davantage à la part du maître qu'à sa désertion.

Certaines questions ne sont pas posées par hasard, mais pour jauger l'éducateur, pour savoir s'il mérite quelque confiance. C'est alors qu'il ne doit pas manquer le coche en fuyant par l'autorité ou la démagogie, en refusant d'être un adulte authentique. Que les gens prudes se rassurent, les enfants et les adolescents ont généralement entre eux des conversations qui repoussent assez loin ce qui peut encore les choquer. Par contre, ce qui les trouble trop souvent, c'est de ne pas sentir devant eux un homme ou une femme authentique, défauts y compris, mais tout au plus un fonctionnaire, une baudruche en forme d'enseignant.

Ce qui est réellement reproché au CEG de Douvres, ce n'est pas qu'un certain texte y ait été lu, mais qu'il ait pu être écrit. A tel point qu'on a prétendu qu'il avait été suscité et - pourquoi pas ? - dicté par le professeur. La circulaire rectorale n'en est pas tellement éloignée puisqu'elle précise que le rôle du maître n'est pas « de favoriser l'éclosion et l'expression des fantasmes » mais « de guider et d'instruire ». On pourrait

discuter longuement sur les façons de guider et d'instruire, celles que nous refusons et les autres. Favorisant l'expression de l'être dans sa globalité, nous prenons le risque (malgré tout limité) de l'aider à exprimer aussi ses fantasmes qu'on ne pourrait pourtant pas nous accuser d'avoir fait naître, à moins de réformer toute la psychologie humaine.

Chaque âge, chaque milieu a ses fantasmes. L'Education Nationale a Jules Ferry. Depuis qu'on a porté atteinte au statut de laïcité de l'école, jamais on ne s'est aussi souvent référé à Ferry (vous savez bien, celui qui, en plus d'avoir rendu l'école obligatoire et gratuite, avait précédé M. Nixon en Indochine).

Quand une poignée de parents s'oppose à tous les autres en accusant les enseignants d'un CEG, ils ne peuvent faire jouer le fait majoritaire, si souvent invoqué, et c'est alors que la lettre de Jules Ferry est bien utile. La belle affaire ! A-t-on pourtant hésité, lors de la mort de De Gaulle à faire lire en classe, non l'appel du 18 juin, mais une page de nationalisme croix-de-feu que risquaient de mieux reconnaître ceux qui, en d'autres temps, avaient préféré le maréchal ? Hésite-t-on quotidiennement à mépriser ceux dont on aiguille les enfants dans les voies sans issue ? Hésite-t-on à choquer le manoeuvre de bonne foi lorsqu'on menace les élèves peu brillants de la profession qui est la sienne ? Dans la gamme des traumatismes pour père de famille, peut-être y a-t-il une certaine gradation.

Mais sans doute faut-il aller plus loin. Aux yeux de J. Ferry, l'enfant restait propriété du père de famille (jamais de la mère, notons-le). L'Etat réquisitionnait l'intelligence du fils quelques heures par semaine pour les besoins futurs de la société, mais respectait le droit absolu du père dans tous les autres domaines. Quelques gens en sont encore là et s'arrogent le droit d'électrochoc sur leur descendance mineure désobéissante (d'après un fait divers récent). Pourtant, un nombre grandissant d'éducateurs (enseignants et parents) considèrent les enfants comme des personnes à part entière, même s'ils n'ont pas acquis encore l'autonomie totale. Dans ces conditions, l'important n'est pas de savoir si on choquera ou non le père, mais d'aider l'enfant ou l'adolescent, de lui constituer un monde où il se sentira capable de vivre. Ce qui est choquant, ce n'est pas qu'un père apprenne que ses enfants exprimant leur milieu, ont parlé de violence ou de sexe, c'est que chaque jour des adolescents décrochent de notre monde parce qu'ils se trouvent face à une société hypocrite qui trahit les valeurs qu'elle prône, face à une planète qui tolère les massacres au Biafra, en Indochine, au Pakistan occidental.

Un adulte qui se choque, cela passera ; un adolescent qui décroche, voilà qui est grave. Aussi les éducateurs qui, par le dialogue à tout prix, ont empêché le décrochage de quelques adolescents savent que l'avenir moral d'un jeune vaut plus que la colère d'un adulte. Ils n'ont pas fait le choix de leur attitude pour qu'on les approuve ni pour qu'on leur décerne un diplôme anti-suicide ou anti-drogue, ils agissent selon une éthique personnelle sur laquelle ils ne reviendront pas. Mais, parce qu'à travers les péripéties, ils discernent les choses importantes, ils ont besoin de savoir sur qui ils peuvent compter.

Michel Barré

Sous l'étendard de la sexualité

Depuis 68, il devenait à la mode de citer William Reich comme penseur révolutionnaire. Au début, Joëlle Jounot avait posé le problème du droit des adolescentes de sa classe à recevoir une information sexuelle. Cela devenait plus gênant quand on réarrangeait la pensée de Freinet. Ainsi, Joëlle Jounot interprétait une citation tronquée de Freinet : « *l'amour qui n'est que sentiment non traduit par les actes n'est qu'une hypocrite caricature de l'amour.* » comme une incitation aux gestes d'amour (elle disait qu'elle embrassait chaque matin les adolescentes de sa classe, non-mixte). On nageait en plein délire, même si personne n'osait évoquer clairement la sexualité.

J'avais appris, après le congrès de Nice, que la commission « Relations affectives » avait invité un Autrichien qui avait raconté ses interventions en école maternelle « d'avant-garde », pendant lesquelles les jeunes enfants le déshabillaient complètement, le palpaient, le caressaient. Ce qui me sidérait le plus était la réaction presque culpabilisée de certaines institutrices maternelles : « *Ah ! non, je ne pourrais pas supporter ça !* », sans même s'interroger sur la justification, pour celles qui refusaient à bon droit d'être « femme-objet », de devenir « institutrice-objet » entre les mains des élèves.

La dérive se confirma au stage du Sud-Ouest de 1971 au cours duquel une enseignante était venue vraisemblablement dans la seule intention de coucher avec des collègues masculins. Elle avait commencé par s'installer seule au milieu d'un dortoir d'hommes. Et l'écho d'une de ses coucheries était parvenu en séance plénière du stage, comme si cela devait être considéré en exploit public. Apparemment, personne n'avait réagi ouvertement, même pour dire que la vie privée de chacun ne concernait que lui et que l'objectif d'un stage pédagogique n'était pas de l'étaler.

Une fin d'été très active

J'avais reçu à Cannes la visite d'un responsable de la Nuffield Foundation qui voulait connaître les positions et les réalisations de l'ICEM sur le travail individualisé. Il sembla très intéressé et m'annonça à la fin de sa visite qu'il était chargé par l'OCDE de l'organisation d'un colloque international qui se tiendrait à Dublin sur ce sujet et qu'il allait proposer ma participation en plus de deux représentants français (membres de l'INRDP, nouveau sigle de l'IPN) désignés par le ministère. Cette proposition n'avait pas soulevé l'enthousiasme chez les militants de l'ICEM qui pensaient néanmoins que nous devons être présents et étaient heureux de se décharger sur moi. En juillet, nous avons passé quelques jours de nos vacances familiales à la rencontre Second Degré de St Jean d'Angély, si bien que j'étais au courant des derniers projets de mes camarades.

J'avais enchaîné sur un passage au congrès des CEMEA à Orléans. J'arrivais en cours de route et de nombreux militants qui me connaissaient de longue date m'abordaient d'un air désabusé. La dynamique de groupe était devenue un tel dogme que les échanges étaient paralysés par la suspicion de prise de pouvoir. Seuls les ateliers pratiques restaient très stimulants, car là au moins on ne restait pas bloqué au niveau du langage. Je dois dire que le contact vrai avec d'autres mouvements m'aidaient beaucoup à mieux percevoir et relativiser les problèmes. Comme les responsables des CEMEA étaient intéressés par mon point de vue, je n'hésitai pas à critiquer les abus de la dynamique de groupe.

Une critique diffuse de l'attitude du président de l'ICEM

Aux Journées de Vence, en août 71, l'équipe de préparation du congrès de Lille avait demandé si on leur éviterait la venue d'un intervenant du type de l'Autrichien, ce qui

risquerait de compromettre en quelques jours l'image de sérieux de leur groupe, construite depuis des décennies.

Cela contribua à délier un peu les langues sur les dérives sexuelles et quelqu'un évoqua la fameuse plénière du stage du Sud-Ouest à laquelle participait Deléam, quand on y avait évoqué la coucherie. Tout le monde se tourna alors de son côté pour lui demander sa réaction. Il répondit qu'il avait quitté la séance parce que cela le mettait mal à l'aise. Consternation quasi-générale : à quoi servait un président s'il s'abstenait de dire son point de vue ?

CLEN : Un accord sur ma proposition de journée nationale de l'éducation nouvelle

Depuis deux ans, je renouvelais cette proposition destinée à montrer au grand jour que la volonté de changer l'école ne se limitait pas à quelques initiatives marginales, en prouvant notre implantation dans l'ensemble des départements. Les militants se montraient jusqu'alors très timorés, alors que nous ne risquions pas le ridicule en cas de faible mobilisation.

Sans doute à cause du succès public du congrès de Nice, les responsables me laissèrent carte blanche pour organiser cette journée, à la seule condition que je parvienne à y inclure les autres mouvements du CLEN. Je n'avais aucune crainte à ce sujet, car je savais que, depuis la publication chez Bourrelier du livre collectif *L'école nouvelle témoigne*, le CLEN était à la recherche d'un second souffle.

L'accueil des mouvements fut unanime. On utiliserait un week-end entier, pas trop proche de la rentrée scolaire, pas trop tardif non plus et l'on retint la date du 4 mars 72. Le samedi matin, on ouvrirait les classes aux visiteurs. L'après-midi serait consacrée aux débats, récits d'expériences, expositions. Les activités pourraient se prolonger éventuellement le dimanche.

Je me décide à intervenir sur les ambiguïtés de la commission « Relations affectives »

Après le tapage de l'affaire de Douvres, il fallait éviter de laisser prise à des accusations de dérive sexuelle. Apparemment, il y existait dans l'ICEM une infime minorité prête à endosser n'importe quelle mode nouvelle pourvu qu'elle étonne ou choque, une minorité plus grande tellement soucieuse de son image moderniste qu'elle évitait de réagir pour ne pas sembler ringarde, enfin une large majorité silencieuse paraissant attendre avec impatience que quelqu'un se mouille pour exprimer ce qu'elle ressentait. Comme souvent, je me sentis obligé de monter en première ligne pour dire ce que je pensais dans *Techniques de Vie*.

Les enfants d'abord, profession de foi ou faux prétexte ?

Nous avons situé les confrontations de Nice sous la référence des « Enfants d'abord » et c'est bien le moins que nous refusions de régler leur sort entre experts, sans une référence permanente à ce qu'ils font, à ce qu'ils sont et, chaque fois que c'est possible, avec leur participation effective ou indirecte.

Pourtant, alors que nous avons de plus en plus la probité de confronter sur pièces au lieu de discuter dans le vague, une tendance se dessine qui, du fait de notre unité profonde d'homme et d'éducateur, nous amène à nous préoccuper davantage de notre propre liberté, de notre propre personnalité.

Sous couvert de la formule : « Un adulte non libéré ne peut aider les enfants à se libérer », n'introduisons-nous pas un préalable « adulte d'abord » qui vient contredire notre option première ? J'attends que l'on me désigne les adultes « libérés » qui mériteront de libérer les enfants. Je ne suis sûr que d'une chose, c'est que je suis loin de m'être libéré de mes propres conditionnements et que c'est peut-être en fonction de

cela que je me bats pour les éviter aux autres, parce que j'en connais les séquelles. Je crois justement qu'une éducation qui ne soit pas seulement transmission est sans doute l'unique moyen de procurer aux autres ce que l'on ne possède pas soi-même. Cette idée d'un adulte nécessairement libéré pour pouvoir libérer les autres me paraît une interprétation très approximative de la psychanalyse didactique, dont rien ne prouve d'ailleurs qu'elle soit infaillible.

Bien entendu, je n'ai rien contre la libération de l'éducateur lui-même, au contraire. Mais en la plaçant comme élément-clé de l'éducation, on en fait un problème d'adulte d'abord et là, personnellement, je ne suis plus d'accord. Que chacun vise à son plein épanouissement, quoi de plus naturel, mais si le but premier de notre mouvement était la libération de ses membres, il serait tout au plus un club de psychothérapie mutuelle, une gigantesque communauté à la recherche d'une raison de vivre. C'est peut-être intéressant d'un point de vue sociologique, bien que non dénué de risques. Ce n'est pas, pour beaucoup d'entre nous, la préoccupation première.

Il y a, outre-Atlantique et même en France, des spécialistes opérant contre monnaie ce nettoyage psychosociologique. Je n'ai jamais trouvé leur travail concluant, mais une chose est sûre : ce n'est pas cela que j'ai cherché dans l'ICEM et je ne crois pas être le seul.

D'ailleurs, la recherche de la liberté personnelle est indissociable de la responsabilité et l'on peut se demander si ce n'est pas un abandon de responsabilité que la tentation de faire assumer au groupe les problèmes que l'on doit résoudre quotidiennement au niveau du militantisme et de la vie sentimentale. Quoi de plus légitime que chacun renforce son équilibre et sa personnalité grâce à ce que les enfants lui apportent en échange de ce qu'il donne, grâce à la chaleur du groupe d'éducateurs auquel il participe activement. Mais compter sur les enfants, tout comme sur un mouvements d'éducation, pour trouver son propre salut me semble à la fois un leurre et un abus de confiance.

Si je dis tout cela, c'est parce que je pense que nous acceptons parfois légèrement que n'importe qui puisse projeter trop facilement ses problèmes d'adulte, alors que nous nous sommes promis de nous préoccuper « des enfants d'abord ».

S'il est un problème où l'on se projette le plus aisément, c'est bien l'éducation sexuelle. Ce que je regrette, c'est que, consciemment ou non, nous abordions plus souvent sur ce plan des problèmes d'adultes que les problèmes des enfants et des adolescents. Certes, nous cherchons parfois avec une grosse naïveté comment libérer nos enfants qui ont rarement attendu le feu vert des adultes. Je me demande si ce que nous pouvons leur apporter d'irremplaçable n'est pas l'aide dans la prise en charge de leur propre responsabilité. Si, dans l'effritement des tabous, les jeunes ne trouvaient à opposer au terrorisme anti-jeune que l'égoïsme et le mépris des autres, ce serait bien la plus complète récupération par une civilisation dont le slogan resterait « Profitez des autres ! »

Se libérer des carcans, c'est à mon avis reconnaître la liberté des autres et refuser de porter jugement sur eux, en leur laissant la responsabilité personnelle de leurs actes. Lorsqu'un mouvement (qu'il soit de libération féminine, sexuelle ou autre) respecte ces principes, il m'est sympathique, même si l'outrance prête parfois à sourire. Par contre, je serais facilement allergique à toute nouvelle Armée du Salut sexuel qui prétendrait,

au nom de ses nouveaux dogmes, porter jugement sur nos pensées et sur nos actes, nous imposer ses exhibitions, nous amener à endosser collectivement ses choix.

Ce qui m'étonne, ce n'est pas qu'il se dise parfois dans notre mouvement des énormités en matière de sexualité (car la vérité ne sort jamais toute armée du crâne de quelqu'un), c'est plutôt qu'on hésite à discuter ou à contester. Oh ! s'il s'agissait de dessin ou de math, ou de méthode de lecture, on ne craindrait pas de contredire une affirmation douteuse et même parfois de dire de façon tranchante « Mon pauvre, tu n'as rien compris ! », quitte à ce que le camarade blessé se retire de la discussion. Par contre, j'ai l'impression que dans le domaine sexuel, chacun évite d'exprimer un point de vue qui ne serait pas avant-gardiste, de peur de paraître « dépassé ». J'aimerais savoir si je suis le seul à penser cela.

Alors que nous n'hésitons pas à lancer dans la bataille tel ou tel texte de Freinet, personne n'a jusqu'à présent réagi à son implication dans un article sur la pédagogie de l'amour. Il suffirait pourtant de relire les dernières pages de L'Education du Travail pour comprendre à quel point Freinet se méfie d'une mystification des problèmes éducatifs au nom de l'amour, nouvelle façon de remettre l'adulte au premier plan.

Mais, me dira-t-on, nous ne sommes pas rivés à la pensée de Freinet (encore faut-il ne pas lui attribuer ce qu'il n'a jamais dit). Continuons donc.

A Nice, si j'en juge par les notes prises dans une séance sur l'éducation sexuelle, l'exemple a été donné d'un camarade autrichien venant dans une école maternelle, déshabillé, palpé, peint par les enfants. IL paraît que ceux qui réagissent négativement devant de telles expériences prouvent qu'ils sont bloqués. Comme je suis très conscient de mes propres blocages, je n'hésite pas à dire tout haut que le « roi est nu » (rarement la référence à Andersen aura été aussi justifiée). Non que je condamne en soi le nudisme avec les enfants, mais ce genre de happening met les partenaires au rang d'objets d'expérience. Quant à l'adulte ! Tout être, même éducateur, a le droit de choisir par qui il accepte d'être aimé, à plus forte raison palpé et caressé. Se placer au rang d'objet sexuel parce qu'on serait payé pour ça, j'ai jusqu'à présent appelé cela de la prostitution. Je ne prétends pas en dégoûter les autres, mais si ça devait être le nec plus ultra d'une pédagogie du « don de soi », j'ai bien l'impression que je n'en serais pas. Libre, non ? je pense qu'il ne faut pas tout mélanger : il y a un monde entre le droit pour Gabrielle Russier d'être amoureuse d'un seul de ses grands élèves et le devoir d'être amoureux de chacun de ses élèves dès lors qu'il a franchi le seuil de sa classe.

Je crois aussi qu'il se dit pas mal d'âneries à propos de Celma (institutrice remplaçant, auteur d'un livre intitulé L'éducastreur, dans lequel il racontait son incitation au défoulement sexuel de ses élèves de quelques jours) que, pour un peu certains assimileraient à nos camarades de Douvres. Est-ce être flic que de penser que c'est un irresponsable ? On peut discuter de l'utilité d'amener les enfants à défouler en groupe, toujours est-il que celui qui allume un pétard en sachant qu'il ne sera plus là pour assumer les conséquences de l'explosion, paraît à mes yeux plus proche du potache aux farces idiotes que de l'éducateur. S'est-il posé la question de savoir ce qui resterait de la bacchanale quelques jours, quand les tabous sociaux reprendraient le dessus ? Quoi ? Sinon un sentiment de trouble et de culpabilité et le souvenir d'avoir eu un dingue comme instit. Une éducation se fait avec autre chose que de l'outrance verbale, fût-elle à la mode.

Je n'ai plus de classe, mais je garde des contacts par lettres avec certains de mes anciens élèves « inadaptés ». J'essaie de les aider à être libres, mais je ne cache pas que, dans mes conseils, entre aussi de la prudence. Le gars de l'Assistance, presque adulte, qui se sent attiré par une fille très jeune, vaut-il mieux freiner sa libération que de le retrouver avec un délit de détournement de mineure ? J'ignore si c'est « pédagogie Freinet », mais je n'hésite pas à mettre en garde, à protéger des flics dans une société de flics, parce qu'à mes yeux la liberté n'est pas un mythe qui doit passer avant l'équilibre et la sauvegarde de ceux que l'on voudrait libérer.

Certains « libérateurs » sont prêts à faire le bonheur des autres malgré eux et à pratiquer une libération aussi décapante que le nettoyage d'une ville au cours d'une guerre. Ce que j'ai appris de Freinet, c'est que chaque qu'on place un dogme (fût-il primitivement libérateur) au-dessus des hommes, on sacrifie l'avenir de l'homme. S'il existe des dogmes gauchistes, ils sont aussi dangereux que les autres.

Je souhaite que nous discussions de tous ces problèmes, et notamment de la relation affective née de l'éducation. Mais nous ne pourrions progresser que si nous refusons de projeter nos problèmes d'adultes sur les enfants et les adolescents qui ont bien assez des leurs.

Je n'ai aucune autorité particulière à traiter ces problèmes sur lesquels l'attends votre point de vue. J'ai fait mon texte libre en prenant le risque qu'il déclenche une polémique. Dire ce qu'on pense, même quand on prend des risques, c'est peut-être ça qui sépare la franchise de la démagogie.

M. Barré

J'avais espéré ouvrir la voie à une large discussion. Je reçus certes des encouragements, notamment ceux, chaleureux, de Jacqueline Bertrand qu'agaçait le soutien délibéré de son mari à Joëlle Jounot. Mais personne ne se décidait à écrire ce qu'il pensait, même en critiquant ce que je disais. Je fus donc obligé de rédiger seul un article pour *L'Éducateur* en réponse aux affirmations publiées précédemment :

L'éducation et l'amour (réponse à Joëlle Jounot)

*Lorsque je fis paraître, d'abord dans *Techniques de Vie*, puis dans *L'Éducateur* (n° 17-18, juin 71, p. 59), l'article de Joëlle Jounot sur l'amour en éducation, je m'attendais, et je l'en avais prévenue, à de vigoureuses réactions. J'étais moi-même loin d'être d'accord avec ce qu'elle disait et j'étais persuadé que la discussion qui s'ensuivrait nous permettrait d'approfondir un peu ces problèmes que l'on traite parfois avec trop de désinvolture.*

*A ma connaissance, aucun camarade n'a exprimé le moindre désaccord avec l'article. Dois-je en déduire que je suis le seul à ne pas être d'accord ? Ou faut-il en conclure que, sur les problèmes brûlants, il existe à l'ICEM une majorité silencieuse, un marais qui préfère que s'aventurent en terrain dangereux les extrémistes des deux bords ? A l'heure de W. Reich, ne risque-t-on pas de perdre la face à écrire dans *L'Éducateur* (d'aucuns diraient en ricanant : dans *L'Éducastreur*) des idées qui ne soient pas dans le vent ?*

Personnellement, je crois que je n'ai plus grand chose à perdre aux yeux de mes camarades, mais j'avoue que je me sentirais mal dans le rôle d'un « anti » devant un parterre de centristes du juste milieu (comme si le milieu était juste !). Et après tout, tant pis, allons-y.

Je mentirais si je disais que je ne crois pas au pouvoir de l'amour en éducation, ou plutôt de la relation affective (car je déteste un mot fourre-tout que l'on applique aussi bien au gigot d'agneau, à sa mère, à la musique de Bach, à sa femme ou à une rencontre de passage). J'ai vécu avec certains enfants inadaptés des moments de lutte commune pour retrouver le chemin de la communication ou plus simplement pour vaincre une difficulté paraissant insurmontable. Je sais que, dans ces moments de tension, notre cordée était soudée par autre chose que le bon voisinage.

Mais je sais aussi que ce lien n'était pas préalable à notre combat. C'est dans le combat mené ensemble qu'il se renforçait. J'ignore s'il y a des gens qui peuvent s'obliger à aimer a priori n'importe quel gosse au physique ingrat ou dont le vécu engendre parfois des réactions peu sympathiques. J'estime même que si je devais distribuer à chacun sa part de mon affection, parce que je suis payé pour ça, je me considérerais un peu comme prostitué. Quoi ? dès lors qu'un élève franchirait le seuil de ma classe, un déclic devrait faire en sorte que je l'aime. Et que je m'en détache le jour de son départ ? Peut-être existe-t-il des gens qui possèdent cette maîtrise inconditionnelle de leur affectivité. Je m'en sens pour ma part incapable. Je n'aime pas sur commande, fût-elle de mon ministre, je prétends choisir qui j'aime aimer.

Par contre, chacun des élèves de ma classe, et même chaque enfant tout court, a droit à mon attention, à mon respect, à mon soutien pour la conquête de sa liberté et pour son épanouissement. Cet engagement-là ne m'implique pas affectivement mais va, à mes yeux, au delà de l'amour.

Je dois à l'honnêteté de dire que c'est Freinet qui m'a communiqué cette conception militante quand, à 19 ans, je cherchais ma voie d'éducateur. Son souci de lever les brumes mystiques (je devrais presque dire la mystification) de l'amour en éducation, je le retrouve clairement exprimé à la p. 273 de L'Éducation du Travail :

« ... Je ne parle effectivement ni de bonté ni d'amour. La bonté se réalise et l'amour qui n'est que sentiment non traduit par des actes n'est qu'une hypocrite caricature de l'amour. Voulez-vous que je vous dise ce que je pense de votre bonté et de votre amour pour les enfants ? Ce sont des mots avec lesquels vos maîtres ont masqué leur impuissance et vous ont entraînés à masquer votre impuissance à réaliser dans la vie quotidienne de vos classes la bonté active, l'amour profond qui seuls touchent et élèvent les êtres. (...) Méfiez-vous des régimes, méfiez-vous des organisations ou des autorités qui vous exhortent à la bonté et à l'amour ; méfiez-vous de tous les systèmes éducatifs qui sont apparemment fondés sur ces sentiments généreux. Il y a hypocrisie consciente ou inconsciente de ceux qui, par veulerie ou par calcul, redoutent de s'aventurer dans la réalisation humaine des conditions qui permettront l'épanouissement de la bonté et de l'amour.

Je ne prépare pas une pédagogie de l'amour, mais une pédagogie de l'harmonie individuelle et sociale par la vertu souveraine du travail. »

Je voudrais que l'on comprenne bien ceci : la citation qui précède n'a pas pour but de clore le débat en sortant la grosse artillerie. Peut-être permettra-t-elle au moins de ne pas attribuer à Freinet ce qui appartiendrait à Krishnamurti ou autre. Ce n'est pas un dogme, ce n'est qu'une option, à discuter. Si vous voulez, discutons-en.

Toute relation affective forte est à la fois don et possession, élévation et accaparement. C'est cet équilibre instable qui en fait à la fois la richesse et

l'effervescence, et parfois l'explosion ou l'étouffement. Mais entre l'éducateur et l'enfant, la partie n'est pas égale, c'est pourquoi l'adulte peut devenir plus dangereusement accaparant.

Nous avons tous connu de tendres mères abusives et nous savons que les marâtres bourreaux ne sont pas les seules à entraver la liberté des enfants. C'est pourquoi Freinet, condamnant à la fois les attitudes rejetante et accaparante, situe l'action éducative sous le signe du recours aidant. L'attitude de l'éducateur n'est faite ni d'interventionnisme autocratique ou enveloppant, ni d'absence ou de laisser-faire, elle l'est de présence et de disponibilité, suffisamment distante pour ne pas engluier, suffisamment accueillante pour lever toute crainte d'infériorité.

L'accès de plain-pied des enfants vers l'adulte ne se juge pas à des embrassades, à des manifestations visibles qui tiennent vite de la convention. Je crois même qu'on attribue trop d'importance à des détails comme le tutoiement. Dans ma classe de perfectionnement, un élève de 13 ans me tutoyait malgré lui, plus souvent que les autres qui le reprenaient à chaque fois. Je souriais, montrant que cela n'avait pour moi aucune gravité, j'intervenais même parfois pour rappeler que ce n'était pas dramatique, mais jamais je n'ai proposé le tutoiement permanent qui, dans le contexte, aurait marqué le maintien au stade infantile : on vouvoyait les autres instituteurs, mais moi on me tutoyait comme à la maternelle. Bien sûr, si tous mes élèves avaient demandé le tutoiement en sachant pourquoi, je me serais peut-être rangé à leur demande réfléchie, pas à leur maladresse. Et je peux témoigner que ce problème ne faisait jamais écran à nos échanges.

C'est la nature même des recours des enfants qui nous informe sur notre vraie place, par leur nombre limité, réservé aux problèmes importants et parfois à des problèmes graves dépassant le rôle de l'enseignant. Mais que faire d'autre, lorsque les parents ne jouent pas leur rôle ou que l'enfant ne les a pas connus ? Ne jamais prendre la place d'un autre, mais être prêt à combler provisoirement un vide.

Certes, l'enfant peut se méprendre et confondre ce qu'il ressent pour l'éducateur avec ce qu'il a ressenti ou aurait aimé ressentir pour quelqu'un d'autre. L'enfant peut confondre, l'adulte n'en a pas le droit. Dans une classe où une pédagogie libératrice provoque des effets thérapeutiques, il s'ensuit des phénomènes de transfert bien connus des psychanalystes. Il arrive à l'enfant de projeter sur l'éducateur tel amour, telle jalousie, telle agressivité qui, en fait, ne le visent pas personnellement. Qu'en serait-il si nous prenions pour argent comptant ces manifestations fantasmatiques concernant d'autres que nous ? La preuve de la disponibilité de l'éducateur est justement qu'il garde assez de calme et d'humour pour ne pas se sentir trop impliqué dans ces réactions passagères.

J'ai connu un garçon dont le père avait abandonné le domicile familial. Le drame de cet enfant venait de la persistance d'un amour profond pour le père, malgré tout le mal qu'en disait sa mère. Le jour où, percevant clairement son problème, je pus le déculpabiliser de cet amour, légitime tout autant que les reproches de la mère, le garçon reporta un moment sur moi les manifestations qu'il ne pouvait faire à l'absent, se montrant également jaloux de tous ses camarades, comme il l'était probablement de ses frères. Quelle erreur c'eût été d'accepter ou de repousser ces manifestations, sans rappeler qui en était le véritable destinataire ? Quand le père revint, mais pour entamer

la procédure de divorce, il n'y eut pas de nouvelle crise, car l'enfant avait appris à ne pas se laisser écarteler affectivement par la rupture de ses parents.

Oui, je crois que l'attitude de l'éducateur doit être de discrétion, mais pas de neutralité. Je me méfie des gestes affectueux qui pourraient entrer dans une systématique de la séduction. Pourtant, je n'ai jamais hésité à manifester physiquement ce que je croyais momentanément utile à l'enfant concerné : la caresse amicale sur la joue à l'enfant disgracié qui se sent mal aimé ou la prise musclée pour faire sentir à l'impulsif quelles sont les limites de sa force. Mais tout cela dans la foulée, sans calculer et sans s'appesantir, simplement dans le rythme de la vie du groupe, au sein duquel l'adulte n'est qu'un élément parmi d'autres.

Je ne prétends pas trancher cette question et j'attends vos contributions.

M. Barré

Chapitre 8

Vers un changement institutionnel (septembre 71-août 72)

Réaction contre certains puristes de la pédagogie Freinet

Depuis quelque temps, j'observais le refus de quelques militants en vue de se préoccuper des outils pédagogiques permettant à des débutants de progresser en toute sécurité dans la pédagogie Freinet. A les entendre, les méthodes naturelles suffisaient à tout. Ce qui n'avait jamais été l'attitude de Freinet. J'avais décidé de réagir à ce qui constituait à mes yeux un certain élitisme pédagogique et j'écrivis ce qui suit dans *Techniques de Vie*.

Plaidoyer pour ceux qui « tirent par le bas »

Ce que je voudrais surtout éviter dans ce que je vais vous dire, c'est la moindre parcelle de démagogie. Je crois fermement que toute révolution est provoquée par des minorités agissantes, mais elle n'est effective que si elle est prise en charge par une majorité non silencieuse. Je me méfie du mythe de « la base » ou de « la masse », qu'elle soit parée de toutes les qualités ou suspecte de médiocrité. Je crois au travail de pionnier, je crois à l'avant-garde, mais une avant-garde ne mérite ce nom que si elle assure la progression du gros de la cohorte. Si le reste ne bouge pas, on ne peut plus parler d'avant-garde mais de colonne indépendante.

Le choix de Freinet, et pas dans les années 60, dès 1920, me paraît avoir été celui d'une avant-garde qui refuse de se couper de l'ensemble des éducateurs, contrairement à d'autres courants de l'éducation nouvelle de l'époque. Son pari, c'est la possibilité pour les éducateurs de se prendre en charge sans que quelqu'un vienne les tirer par en-haut, c'est la création par eux-mêmes des outils qui les aideront à faire un pas en avant.

Si je rappelle cela, c'est que je me demande parfois si nous ne nous enfermons pas dans le confort moral d'un certain avant-gardisme et si nous n'estimons pas péjoratif d'aider les autres à faire un pas. Attention, je ne demande à personne d'abandonner ce qu'il fait pour que, pélican lassé d'un long voyage, il aille offrir ses entrailles pédagogiques à la foule avide. Non, que chacun travaille au niveau qui le préoccupe, mais qu'il ne décourage pas les autres de faire leurs expériences, de travailler aussi à leur niveau, même s'il ne paraît pas le plus élevé.

Ce qui m'inquiète en 1971, ce n'est pas qu'il y ait peu d'idées neuves ; je crois que les vraies idées neuves ne fourmillent pas, il n'y a que la mode pour changer souvent. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il existe si peu de possibilités nouvelles, pour ceux qui piétinent encore, de faire un bond en avant, même limité. Nous tous, comment avons-nous démarré ? Souvent par un biais qui progressivement a tout fait basculer. Est-ce qu'un beau jour, nous avons dépouillé le vieil homme comme un serpent python sa vieille peau ? Allons-donc ! Nous avons apporté quelques changements et finalement c'est nous qui avons changé.

L'évolution du monde, de l'école, des programmes périssent progressivement des outils qui ont rendu d'incontestables services. Qu'offrons-nous pour les remplacer ? Le premier mouvement est souvent de les supprimer. Les responsables de la CEL ont dû insister pour qu'on ne se contente pas de cette coupe systématique sans plantations

nouvelles. Lorsque j'ai appris qu'aux journées d'études, on avait frôlé la suppression pure et simple des fichiers autocorrectifs, je n'ai pu m'empêcher, je m'en excuse, de penser à la certitude naïve qui anime le médecin bien-pensant refusant les contraceptifs aux habitants de HLM. Lui aussi est persuadé qu'il agit pour un bien en sauvegardant une certaine pureté.

Ce qui doit aussi nous préoccuper, c'est comment aider les camarades qui veulent faire quelque chose de mieux dans une classe courante d'aujourd'hui, c'est-à-dire une classe de ville, aux effectifs chargés, menée plus souvent par une femme que par un homme, avec une formation pédagogique que personne n'a aidé à élargir.

On peut répondre comme certains : « Dans ce cas-là, il n'y a rien à faire ! ». C'est exactement ce qu'on répondait en 1920 à l'instituteur de Bar-sur-Loup dans les congrès d'éducation nouvelle. Ce qu'il prétendait, lui, c'est qu'avec du courage on pouvait faire quelque chose. Finalement il a fait davantage.

Quand nous voyons ce qui se réalise en ce moment comme outils qui permettront d'échapper un peu à l'enseignement traditionnel, ce n'est pas la grande fièvre. Rien de surprenant : ceux qui les réalisent ont généralement d'autres intérêts et d'autres besoins. Nous disions, face aux manuels conçus par des inspecteurs : « Nos outils sont conçus, mis au point et édités par ceux qui les utiliseront. » Ce n'est plus totalement vrai. L'erreur de l'opération Programmation a peut-être été, à mon avis, de faire réaliser des bandes enseignantes par ceux qui n'en voulaient pas dans leur classe parce qu'ils n'en avaient pas besoin. Il est très compréhensible que ceux qui ont d'autres préoccupations fassent avec peine ce qui est pour eux un « inutile travail de soldat ». Ce qu'il faudrait, c'est que chaque outil soit réalisé par ceux qui en ont besoin dans leur classe avec les conseils de plus chevronnés.

En 1954, j'avais 40 élèves de CE1-CE2. Je ne prétendais pas faire toute la pédagogie Freinet, mais je me refusais à la pédagogie traditionnelle. Même le fichier autocorrectif occasionnait trop de déplacements et j'avais constitué des livrets, avant la lettre. J'avais rédigé des fiches de contrôle de lecture silencieuse des brochures Infantines, car je ne pouvais ni faire lire, ni questionner tout le monde. Alors, c'était monstrueux ? Vous demanderez à mes élèves.

J'ai suffisamment plaidé pour les recherches et les outils de pointe, pour les gerbes, les livrets et même les monographies, les genèses que nous n'avons pas encore faites, pour qu'on ne m'accuse pas vouloir niveler par le bas (laissons ces accusations au SNALC et à la Société des Agrégés).

Ce que je souhaite ardemment, c'est que tous les camarades puissent travailler à leur niveau, sans s'user pour les autres, sans s'obliger à faire à plein temps des corvées qui leur pèsent. Que les uns dégagent de leur expérience les chemins révélateurs, que ceux qui en éprouvent le besoin réalisent coopérativement les outils qu'ils utiliseront.

Mais que les plus défavorisés puissent s'organiser sans reproche (même muet) des autres. Ceux qui ont peu d'élèves et gardent plus d'un an, auront bien sûr le droit de les conseiller, mais avec la même discrétion que s'ils aidaient un smicart à organiser son budget. Qu'aucun richard pédagogique ne décourage les plus pauvres de s'organiser pour être un peu moins démunis.

Mais la comparaison n'est qu'insuffisante. On peut espérer qu'il y ait moins de pauvres, mais on est certain qu'il existera davantage de classes de ville, primaires et secondaires, qu'il faut pourtant rendre plus humaines. Ou nous saurons avec courage

nous attaquer à ce problème, ou notre prétention révolutionnaire n'était qu'un mot. Car c'est ça la révolution : affronter les réalités.

Ce que je souhaite, c'est qu'avec les chantiers de recherches qu'il faut mener, tous les camarades puissent en ouvrir autant qu'il sera nécessaire pour créer les outils dont ils ont besoin.

Nous utiliseront toutes les précautions oratoires pour bien préciser qu'aucun outil ne doit être une panacée et encore moins un carcan, mais seulement un recours. Cela ne devra jamais nous empêcher de créer quoi que ce soit, l'image de marque de la pédagogie Freinet ne peut être ternie par un livret autocorrectif, une fiche, une boîte de travail. Même si vous n'êtes pas nombreux à vouloir un outil, il est possible, à la condition de ne pas exiger une réalisation luxueuse, de le créer coopérativement à frais réduits. Des camarades de Corrèze avaient besoin de petites BT sur des questions locales ; ils les ont faites artisanalement à 150 exemplaires, tirés comme les bulletins. Si le nombre de demandeurs est plus grand, on pourra utiliser les grosses imprimeries en passant souscription, en mettant au catalogue.

Alors, faites le bilan de vos besoins et aussitôt retrouvez vos manches. Lisez attentivement les annonces de chantiers pour voir si l'un d'eux ne répond pas à vos préoccupations. Au besoin, proposez-en d'autres.

Et aussi parlez sans complexe des outils que vous utilisez. Que valent ceux que nous avons édités ? Que voudriez-vous ? Enfin, pour que le congrès de travail de Lille, réservé aux travailleurs, soit ouvert à deux battants, une solution : devenez tous des travailleurs ! CQFD

M. Barré

Mais il ne suffisait pas de faire des déclarations, il fallait permettre la réalisation sans mettre en jeu de grosses dépenses. Je me souviens d'avoir publié dans *L'Éducateur* des fiches et des livrets, d'avoir choisi une machine à écrire dont les caractères proches de l'imprimerie permettraient la frappe des nouveaux fichiers de problèmes, sans recourir à l'atelier typographique déjà très occupé et en utilisant le moindre temps disponible d'une secrétaire.

Une contestation qui n'arrive pas à se matérialiser

Depuis la rentrée, de nombreuses réactions, jamais publiquement exprimées, critiquaient les insuffisances du président, affirmant que "ça ne pouvait plus continuer ainsi". Au CA de novembre, je m'attendais à des discussions mouvementées autour de Deléam. Lui aussi peut-être car, au début de la première soirée, au lieu d'animer lui-même la réunion, selon sa responsabilité de président, il proposa de confier à Ueberschlag le soin de mener les discussions dans un tour d'horizon des problèmes ressentis au sein de l'ICEM.

Je cherchais des yeux qui porterait la première critique, mais toute la soirée se déroula en discussion détournée, parlant de tout et de rien. A un certain moment, j'exprimai mon désaccord avec un point de vue exprimé par Bertrand, en espérant qu'il s'ensuivrait de vraies discussions de fond, mais rien ne sortit, comme si tout le monde préférait tourner la cuiller autour du pot plutôt que de dire ce qu'il avait sur le cœur.

Après avoir réfléchi pendant la nuit suivante à cet enlèvement où, dans un climat de critique généralisée, personne n'acceptait de prendre ses responsabilités, j'introduisis la séance du matin, où nous devons prendre un certain nombre de décisions précises, en annonçant que j'envisageais de me retirer du secrétariat général. Devant le jeu bloqué, je ne pouvais rien faire d'autre que de déplacer mon propre pion. Ce fut sur le moment une stupeur muette à laquelle succédèrent, dès le retour à Cannes, une discussion avec Poitrenaud, puis plusieurs lettres et

coups de fil m'expliquant que je n'avais pas le droit de faire ça. Ce qui m'obligea à m'expliquer dans un texte au CA.

Ce qui agite Barré

Depuis notre dernier CA, je pense que je dois quelques explications sur mon attitude, à la fois pour rassurer mes amis sur mon équilibre personnel et pour éclairer ceux qui ne voudraient voir dans mes réactions qu'un trépignement d'enfant coléreux. Ce qui simplifierait les choses, c'est qu'on puisse les ramener au fait que Barré est un peu surmené, qu'il a des ennuis de santé, des difficultés familiales ou des accrochages de personnes. Je ne dis pas qu'il n'y a rien de tout ça, mais j'essaie de poser à l'ICEM, non pas mes problèmes, mais ceux de l'ICEM.

On a beaucoup parlé au CA, sans que ce que nous disons soit toujours authentifié par ce que nous faisons ou ce que nous sommes. Bien sûr, on peut parler d'Illich et de Paolo Freire (on en parle bien dans certains salons de Neuilly !) mais je crois qu'au delà d'un certain seuil, une référence à ces vagabonds efficaces de l'éducation n'est pas sérieuse quand on sait à quel point il sera difficile de trouver des profs pour le projet de collège expérimental "parce qu'il y a la maison à payer, les enfants à mener en faculté, etc." Je me garderai bien de stigmatiser un embourgeoisement dont je suis loin d'être exempt, hélas !, mais la phrase-clé que j'ai retenue de Freinet (et elle n'était pas de lui), c'est : " Les paroles qui ne sont que des paroles sont presque des mensonges". Une fuite, en tout cas.

Il y a des problèmes posés, mais personne ne cherche à les clarifier, encore moins à les trancher : quelques-uns d'entre nous parce qu'ils n'ont aucune envie de le faire, d'autres parce qu'ils estiment que ce n'est pas à eux de le faire, d'autres qui espèrent qu'on leur tirera les marrons du feu ou préfèrent qu'on reste dans le flou.

Il y a aussi ceux qui retardent au maximum leur intervention, mais qui pathologiquement ne peuvent supporter une telle situation et, à un moment ou à un autre, se sentiront obligés d'intervenir. Je dis : pathologiquement, car je crois honnêtement que cette incapacité à supporter le malaise n'est pas saine en soi, elle donne lieu à une sorte de jeu : celui qui craquera le premier endossera la responsabilité. Comme il m'est arrivé plus souvent qu'à mon tour d'intervenir le premier parce que je ne pouvais supporter un manque, je sais qu'il s'agit moins d'une qualité que d'une déviation et même ceux qui se réjouiraient de cette récupération de la pathologie (on utilise bien les eunuques dans les harems !) doivent savoir que cela pose sous un autre angle le problème de ma présence à Cannes.

Un problème d'autorité qui est posé, depuis que celle d'Élise a été contestée, n'est pas d'abord un problème de personne. Il serait trop simple de reprocher à Fernand Deléam de ne pas exercer une autorité qui ne lui a pas été donnée clairement. A Grenoble, le choix d'Élise était clair, le mien aussi. Le CA a ménagé les deux et a placé Fernand en porte-à-faux. Il serait donc malhonnête de lui reprocher à lui ce qui est de notre responsabilité collective.

De même, pour ce qui est de la fuite au cours du CA, je veux dire que je n'incrimine pas Ueberschlag personnellement. On lui flanque dans les mains un problème qu'il ne se proposait pas de résoudre, il essaie de s'en tirer en le déplaçant, peut-être parce qu'il croit qu'il est ailleurs. En tout cas, les responsables sont ceux qui estiment que le problème n'est pas là et laissent Ueberschlag se dépatouiller.

Des problèmes ont été abordés : Bertrand et moi avons clairement dit notre opposition sur certains points. Ce qu'il appartient au CA de faire n'est pas de trancher entre Barré ou Bertrand (avec un ou exclusif) mais de préciser sur quels points il compte utiliser Barré ou Bertrand et quelle latitude il leur donne. Répondre : « Vous devriez essayer de vous entendre » n'est pas une réponse sérieuse, ce n'est qu'une réponse facile.

Je suis venu à Cannes, non pas en fonction de mes aptitudes mais seulement de ma disponibilité, avec une inconscience très lucide (connaître les écueils et agir comme si on ne le savait pas). J'ai suivi un chemin sans détour, même s'il semble aberrant à certains, dont on peut retrouver la trace dans toutes mes interventions à l'ICEM depuis plus de 20 ans.

Mes essais de synthèse sont peut-être foireux, mais je demande quelles autres synthèses on propose à la place, alors qu'on s'en tient généralement à des points de vue partiels de tel ou tel problème, en se gardant de les ajuster aux autres problèmes. On ne recherche pas les réponses nettes, mais on se réfugie volontiers dans des boutades ou des faux problèmes. Ce que je cherche, c'est convaincre ou être convaincu, mais qu'on ne remette pas sans cesse les mêmes problèmes à zéro, comme si rien n'avait été dit et fait. Sinon ce n'est plus du tâtonnement, c'est de l'athétose du nourrisson.

Mon opinion personnelle (et elle n'engage que moi) est qu'il y a, au sein et hors du mouvement, des tonnes de maîtres à penser. Très orgueilleusement, j'estime que, comme maître à penser, je me suffis (et j'aimerais que chacun se suffise). Ce que j'ai trouvé en Freinet, ce n'est pas un maître à penser (sinon pourquoi lui ? il y en a tant de plus forts que lui), mais un maître à agir, un maître à vivre.

Ce que je demande, c'est qu'on clarifie ce que nous mettons derrière les mots :

Une ouverture pour aller voir les autres où ils sont, revenir enrichis de ces contacts, mais ne pas tout ramener à l'ICEM (source unique de notre vie), permettre à nos voisins de voir chez nous ce qui se passe et d'y venir s'ils s'y sentent chez eux ? Ou bien une ouverture bordel qui rassemblera au même niveau tout ce qui traîne un peu partout, pour aboutir à un ghetto cour des miracles d'où on n'aura plus besoin de sortir puisqu'on aura tout sous la main ?

Une avant-garde et une recherche qui sont l'aile marchante d'une troupe beaucoup plus large, dont l'intendance suivra ? Ou des corps francs irresponsables et indisciplinés qu'on désavouera s'ils font trop les cons ?

Un collègue expérimental où l'on tentera de réaliser le prototype de ce qui devra l'être partout dès que possible ? Ou un îlot protégé se donnant l'illusion de l'efficacité en multipliant les écrans contre la réalité de notre temps ?

Est-ce qu'on définira, non pas "la ligne", mais les axes de notre action ? S'il manque parfois une cohésion entre ICEM et CEL, ce n'est pas avant tout une question de "nerf de la guerre" (encore que j'aie écouté avec intérêt l'éloge fait par Bertrand de la fermeté des cordons de la bourse). A mon avis, si une stratégie a fait privilégier, aux yeux de certains camarades, le travail du CA CEL c'est que là on travaille sur du rigoureux qui se tranche par "oui, non, oui à condition que..." alors qu'à l'ICEM où les choses ne se mettent pas en équation, personne ne se sent à l'aise pour trancher.

Tout s'est réglé jusqu'à présent par lettres apostoliques du Pioulier ou par coups de force (ayant été parfois l'objet des unes et l'auteur des autres, je sais de quoi je parle), mais en restera-t-on éternellement là ?

Pour garder bonne conscience, le CA qui a entériné toutes les situations de fait, se réfugie vers l'impossibilité de vexer des personnes ou de bouleverser des carrières. D'une part, on traite les membres de l'équipe de Cannes comme des fonctionnaires inamovibles (jusqu'à 65 ans, s'ils ne sont plus fonctionnaires ?), d'autre part, on leur abandonne le soin de définir eux-mêmes leurs responsabilités (ne serait-ce que pour répondre au "mémento" de Linarès). J'ai dit ma conception ministérielle de l'équipe, responsable devant le CA, mais je me demande si le CA veut bien accepter cette autorité et cette responsabilité.

Quoi qu'il en soit, je veux réaffirmer que ma remise de mandat n'est pas un geste théâtral, une fausse sortie (et je vous remercie de n'avoir pas réagi conventionnellement), pas plus qu'un moyen de pression pour m'assurer, comme "qui vous savez", un oui massif.

Parce que j'estime qu'il n'y a pas d'autre issue, c'est très délibérément que j'ouvre la crise ou plutôt que je matérialise une crise latente, mais j'estime ne pas avoir aussi à la résoudre.

M. Barré

La contestation provoque chez Deléam une réaction de défense insensée

La brèche étant ouverte, certaines critiques s'exprimèrent enfin ouvertement concernant plusieurs initiatives de Deléam, qui aurait dû en discuter auparavant avec le CA, ou, au contraire, reprochant certaines de ses dérobades quand il aurait dû donner son opinion. Se sentant cerné, celui-ci eut la réaction inattendue d'en appeler directement "à la base" par une lettre aux groupes départementaux. Sans en avoir discuté auparavant avec aucun d'entre nous, il se plaignait de se trouver dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche, du fait de la mauvaise atmosphère qui régnait au sein de l'équipe et surtout dans l'entreprise CEL dont il dénonçait les mauvaises relations sociales et un gaspillage évident. C'était pour lui une façon de botter en touche pour se dégager de la pression qui pesait sur lui, en tablant sur certains réflexes anti-permanents, toujours latents chez de nombreux militants.

Dans son texte, Deléam me prenait même à témoin, sans m'en avoir jamais parlé, ce qui m'aurait permis de relativiser ses impressions (que nous découvrîmes provoquées par les commérages, auprès de sa femme Simone, d'une employée assez caractérielle). Il restait pour seule ressource à l'équipe de Cannes, mise en accusation malgré elle, de demander une commission d'enquête, désignée paritairement par le président de la CEL et celui de l'ICEM pour venir vérifier sur place la réalité des affirmations de Deléam.

Celle-ci, composée de quatre personnes, se déplaça à Cannes et fut unanime pour déclarer totalement infondées les accusations énumérées par Deléam. Il avait trouvé démesurées les dépenses d'aménagement du nouveau secrétariat des éditions BT (les anciens locaux ayant été expropriés) et l'accusation fit sourire ceux qui palpèrent la moquette ordinaire, indispensable pour couvrir le plancher vétuste du local (Deléam semblait ignorer que des moquettes peu coûteuses avaient pris la relève de l'ancien couvre-sol en plastique) ; quant à l'aquarium qui le choquait tant, il aurait appris, s'il s'était étonné de sa présence, qu'il appartenait personnellement à Bertrand qui l'avait placé dans le bureau quand il avait dû quitter rapidement son appartement, frappé par la même expropriation.

Ces accusations sans fondements montraient la faible communication qui existait entre lui et l'équipe de Cannes, y compris avec moi, alors que nos relations étaient pourtant très amicales. Il était visible qu'Élise lui avait tracé un tableau des plus sombres de notre équipe,

lorsqu'elle lui avait confié la présidence, et qu'il ne s'était pas senti à l'aise, arraché aux activités qu'il accomplissait avec compétence dans son département ardennais.

La commission d'enquête demande à Deléam de se mettre en congé

Les conclusions de la commission d'enquête furent unanimes et sévères. A cause de son comportement irresponsable (la diffusion dans tout le mouvement d'accusations qui auraient été ramenées à la juste réalité, s'il les avait confiées d'abord au CA), elle demandait la mise en congé immédiat du président jusqu'à ce que le CA, puis l'assemblée générale de l'ICEM prennent une décision définitive. Deléam fut profondément touché par la sévérité des membres de la commission, notamment ceux qu'il avait lui-même désignés.

J'étais intervenu personnellement pour leur rappeler ce que j'avais dit dans mon précédent texte : "*Nous étions tous collectivement responsables de la situation intenable dans laquelle se trouvait Deléam après avoir été désigné unilatéralement par Élise en 1969*". Un camarade me répondit : "*Je ne m'attendais pas à ce que ce soit toi qui prennes sa défense, alors qu'Élise l'avait désigné contre toi. Nous étions persuadés qu'en exigeant qu'il vienne travailler à Cannes, il se désisterait et nous avons été piégés par son acceptation.*" En fait, tout le monde s'était laissé piéger et il fallait pourtant limiter les dégâts.

Deléam avait envoyé sa femme Simone rechercher ses affaires personnelles restées dans son bureau. Au passage, elle fut agressée verbalement par l'employée qui avait colporté tant de ragots sur la CEL (elle savait que son nom avait été cité par Deléam pour justifier ses accusations et se sentait maintenant sur la sellette). Je dus m'interposer pour protéger la pauvre Simone et, quand elle me décrivit l'état dépressif de son mari, je décidai d'aller le voir. Je ne pouvais approuver ses accusations insensées, mais je refusais que ce camarade soit victime du manque de courage collectif des militants. On avait le droit de remettre en question les responsabilités d'un président, élu de façon ambiguë, mais cela ne devait pas se faire sous le sceau de l'infamie. Deléam étant retraité, un changement de statut ne posait pour lui aucun problème de carrière ; encore fallait-il, selon moi, préserver l'homme que l'on avait laissé, en 69, se placer dans une situation très difficile.

Premières explications publiques à Lille

Comme je devais aller à Lille préparer la tenue du prochain congrès, je fus bien évidemment questionné par les militants du Nord sur "l'affaire Deléam". Je répondis dans le même esprit, en regrettant qu'il ait mis en cause l'ensemble de l'équipe et de l'entreprise CEL, mais en refusant de lui donner tous les torts et en lui conservant mon amitié, ce qui me valut ensuite une lettre chaleureuse de Sence, l'un des vétérans du Nord, qui me remerciait de n'avoir pas enfoncé Deléam, comme l'avaient fait certains responsables du mouvement.

Je tiens à vous remercier tous deux, Linarès et Barré, pour le calme, le sang-froid, la pondération avec lesquels vous avez répondu à toutes nos questions.

J'espère que vous avez bien compris ma position. F. D. n'étant pas là pour se défendre, j'ai tenu à reprendre, une à une, ses « craintes » exprimées dans le bulletin de liaison animation ICEM et dans les lettres désespérées qu'il m'avait envoyées, et ceci dans le but, en écoutant vos explications, de nous rassurer et de calmer les esprits.

Je n'aurais pas du tout eu la même attitude si F. D. avait été présent, mais j'ai préféré cette discussion à de longs discours unilatéraux qui auraient paru à tous tendancieux.

J'ai particulièrement apprécié que tous deux, en aucun cas, vous n'avez cherché à enfoncer F. D., en son absence, bien souvent même vous lui avez trouvé des excuses.

Je n'en dirai pas autant d'Ueberschlag qui s'est contenté d'accuser, de juger et d'achever un homme. Il représentait, à cette réunion, la commission de contrôle et il a donné de cette commission, aux camarades qui venaient chercher une vérité à la lumière des faits et de vos explications, une très fâcheuse opinion. Je ne connais pas de précédent dans l'histoire de la CEL.

Je reste persuadé qu'il faut, publiquement, par une lettre ouverte à F. D., réaffirmer ses droits à la parole et à la diffusion de tout article qu'il jugerait bon d'écrire pour expliquer son attitude.

S'il est faux que vous lui ayez refusé ces droits, il est indispensable que nous le sachions (F. D. l'a affirmé).

De plus il serait anormal, injuste, qu'il ne puisse plus s'expliquer alors que n'importe quel membre du mouvement, tel Pélissier, le juge sans appel dans des circulaires envoyées par l'ICEM aux D.D. et au CA.

Amicalement

E. Sence

J'ajoute que je tins à garder le contact avec Deléam, bien après son retour chez lui en Ardennes, et que lui-même eut à cœur de participer en 1974 à une enquête que j'avais lancée sur le ramassage scolaire.

La volonté des militants de changer les statuts de l'ICEM

Très vite, s'exprima chez les militants la volonté, non pas de remplacer simplement le président, mais d'inscrire, dans de nouveaux statuts du mouvement, la nécessité d'une direction collégiale. Même si Deléam ne ressentait que sa mise à l'écart, il me semblait important que le changement d'animation soit recherché, plutôt que le changement de personne.

Un appel fut lancé auprès des groupes départementaux et des commissions pour recevoir des propositions pour de nouveaux statuts. Un petit groupe de travail auquel j'appartenais avait pour rôle de transformer ces propositions diverses en statuts cohérents. Au niveau de l'assemblée générale, peu de changement : seuls voteraient un représentant de chaque groupe départemental et de chaque commission. Le conseil d'administration serait constitué de deux noyaux : 12 délégués régionaux (désignés par les groupes de leur région) et autant d'animateurs pédagogiques élus par les responsables de commissions et de chantiers. Le CA élirait à son tour un comité directeur collégial de 6 membres. Pour des raisons administratives, l'un d'entre eux porterait le titre de président et gérant des revues, mais toutes les décisions se feraient collégalement.

La hantise que certains s'incrument dans leurs responsabilités avait amené une majorité à décider que tous les mandats dureraient 3 ans, renouvelables une seule fois, soit une durée maximale de 6 ans. A mon avis, c'était une erreur. L'important était la répartition des tâches. Si, dans une responsabilité précise, quelqu'un se révélait indispensable, pourquoi ne pas lui demander de préparer progressivement son successeur, plutôt que de fixer un couperet statutaire. Toujours cette absence de courage collectif pour faire comprendre, gentiment mais fermement, à un responsable qu'il est temps de préparer sa succession, plutôt que de se réfugier derrière la rigidité des statuts. L'effet pervers ne tarda pas : la plupart des membres ne renouvelaient pas au-delà des trois premières années et ils abandonnaient leur responsabilité au moment où ils devenaient réellement compétents.

Au niveau des permanents à Cannes, les choses étaient claires : ils étaient au service des décisions des instances du mouvement et ne disposaient que d'une voix consultative lors des différentes délibérations. Cette perspective révoltait Bertrand qui se voyait ravalé au rang d'un simple exécutant, alors que j'essayais de lui montrer qu'étant au carrefour des informations et préparant les dossiers de décisions, nous avions une part importante dans ce que décideraient les instances où notre vote personnel pèserait de toute façon assez peu.

La réussite de la Journée nationale pour l'éducation nouvelle

Les problèmes internes ne devaient pas porter tort à la journée nationale que je proposais depuis des années et dont la préparation était maintenant largement avancée. Il ne fallait pas que le trouble jeté par la circulaire de Deléam aux Délégués départementaux perturbe la mobilisation des groupes. Une relance, début février, me rassura tout à fait. Autant les militants avaient été longs à comprendre l'intérêt d'une telle manifestation nationale, autant ils étaient motivés, une fois franchi le premier pas.

Pour l'ouverture des classes le samedi matin, aucun problème, d'autant que l'administration avait généralement donné le feu vert et que certains militants auraient été prêts à se passer d'autorisation. Les autres initiatives étaient très variées selon les lieux : ouverture d'ateliers de loisirs, expositions de travaux et de présentation de mouvements d'éducation, conférences, débats, etc.

Dans certains départements, les autres mouvements avaient décidé de participer à des manifestations communes. Dans d'autres, où la collaboration entre mouvements était inédite, il s'agissait plutôt de la juxtaposition d'activités autonomes, mais cela avait déjà l'avantage de se dérouler le même week-end et de figurer sur un programme d'ensemble, largement diffusé. Enfin, dans quelques endroits, l'absence d'implantation à la base de certains mouvements laissait l'ICEM un peu seul mais, pris dans le courant général, les militants étaient fiers de montrer que l'éducation nouvelle était présente aussi dans leur secteur géographique.

Le 4 mars, les résultats dépassèrent toutes les espérances. Le problème n'était pas de comptabiliser toutes les initiatives, très variables d'un lieu à l'autre, mais de mesurer l'impact, notamment dans la presse. Tous les journaux de province en avaient donné de larges échos, d'autant plus qu'un tel événement était rarissime dans certaines petites bourgades (car des manifestations avaient été parfois organisées en plusieurs endroits d'un département multipolaire). Par contre-coup, la presse nationale n'avait pas voulu être en reste. On était loin du seul battage parisien que craignait Freinet quand le projet d'états généraux avait été lancé en 1965. L'objectif était totalement atteint : nous avons prouvé que le courant de changement éducatif ne se limitait pas à quelques cénacles ou à quelques écoles exceptionnelles, mais était répandu dans la France entière.

Deux faits me confirmèrent cette réussite. A Paris, Denis Bordat, délégué général des CEMEA, tint à faire rapidement le point avec moi sur les effets et les perspectives de la journée du 4 mars. Son secrétariat était abonné à l'argus de la presse et, chaque fois que le sigle CEMEA apparaissait dans un organe de presse, il recevait copie de l'article ou du communiqué publié. Il avait été très impressionné par le nombre et le contenu des échos reçus. Jamais, depuis la naissance de son mouvement, on n'en avait autant parlé dans toutes les régions. C'était l'avantage d'une manifestation simultanée et décentralisée.

A contrario, je fus frappé par l'indignation du responsable départemental du SNI de Haute-Garonne. Prenant prétexte qu'une école nouvelle privée, naguère confessionnelle, s'était associée à la manifestation, il s'était efforcé de dénoncer l'atteinte à la laïcité que représentait

une telle collusion et de lancer l'anathème contre cette journée, ce qui n'avait pas empêché sa réussite à Toulouse. Face à un tel esprit borné, rien d'autre à faire que de hausser les épaules.

L'ouverture du congrès de Lille

Manifestement Élise avait dû être ulcérée par la mise à l'écart du successeur qu'elle avait désigné et avait ameuté tous ses inconditionnels. Madeleine Porquet qui avait été longtemps l'une des principales animatrices du groupe départemental du Nord, y avait gardé de solides liens d'amitié. Quelques militants, comme le couple Sence, s'étaient rangés dans le camp irréductible des inconditionnels (ce qui me déçut après la lettre citée plus haut, mais on ne peut faire aucune confiance aux inconditionnels). D'autres camarades du Nord se sentaient tiraillés entre cette amitié de longue date et leur confiance dans l'avenir du mouvement. Cela créait un climat assez ambigu qui fut aggravé, dans les semaines précédant le congrès, par un nouvel appel de M. Porquet à tous les groupes départementaux, accusant les instances du mouvement d'avoir évincé Deléam par une sorte de révolution de palais. Elle invitait donc leurs représentants à se réunir dans une salle, une heure avant la séance d'ouverture, pour organiser l'opposition à cette manœuvre.

Comme avant chaque début de congrès, les membres du CA s'étaient retrouvés avec moi pour mettre la dernière main au bon déroulement du travail. Tout semblait se présenter très bien, mis à part le malaise de certains organisateurs du Nord qui avaient néanmoins tout préparé pour le mieux. Je sentais pourtant, chez beaucoup de membres du CA, une inquiétude à propos de la réunion suscitée par M. Porquet. Mes contacts informels avec les militants arrivant des diverses régions me semblaient très rassurants, mais pour exorciser toute crainte, je proposai qu'une délégation d'entre nous participe à cette réunion, afin de répondre aux questions qui pourraient être posées. Je m'y rendis donc avec quatre membres du CA, les autres se tenant prêts à nous porter main forte si nous nous trouvions en difficulté.

Ma confiance était largement justifiée. Hormis une infime poignée d'inconditionnels de M. Porquet et d'Élise, aucun groupe départemental n'avait envoyé de représentant à cette réunion de contestation. De ce fait, aucune discussion n'avait encore commencé, sans doute dans l'espoir de nouveaux arrivants. Nous étions assis comme les autres dans l'attente du démarrage de la discussion. Quelques militants, en avance sur l'horaire de la séance d'ouverture et nous apercevant dans la salle, vinrent s'asseoir près de nous. Nous discutons de façon informelle quand l'un d'eux demanda : "*Qu'est-ce qu'on attend ici ?*". Je lui désignai de la tête M. Porquet qui avait suscité cette réunion. Elle répondit : "*On attend l'ouverture du congrès.*" Ce qui était l'aveu de son échec à dresser contre le CA les représentants de la "base".

Dans mon intervention d'ouverture dont j'avais soumis le texte au CA, mes camarades m'avaient conseillé de rajouter que j'étais natif de cette région et que j'avais été étudiant, puis éducateur de rue à Lille, plus de 20 ans auparavant. J'ignore si ce détail était nécessaire, nous sentions une forte ambiance de cohésion. Les travaux débutaient dans le meilleur climat.

Le vote des nouveaux statuts

L'assemblée générale extraordinaire se tenait en soirée à Ronchin, dans la banlieue lilloise. Pour que les délibérations soient claires et valides, nous avons distribué à l'entrée de la salle un carton spécial que lèveraient ceux qui avaient été mandatés par leur groupe ou leur commission. Les autres auraient le droit d'exprimer leur opinion, mais statutairement n'avaient pas le droit de voter. Or aucun des opposants inconditionnels d'Élise Freinet n'avait été mandaté, ce qui n'était sûrement pas un hasard. Il s'ensuivit une protestation indignée de ceux-

ci dont l'ancienneté dans le mouvement ou la participation passée à tel ou tel outil ou dossier auraient dû justifier, à leurs yeux, le droit de vote. En revanche, si nous n'avions pas respecté à la lettre les statuts en vigueur depuis 67, ils auraient été les premiers à déclarer le vote entaché de nullité.

Nous avons préparé la dernière version proposée au vote en tenant compte des derniers apports amenés par les participants au nom de leur groupe et on discutait, article par article. Toute la séance fut ponctuée d'obstructions systématiques des mêmes opposants. Chaque fois, un vote à carton levé, quasi unanime, tranchait clairement.

Le piège aurait été d'opérer un vote bloqué qui empêcherait des militants de bonne foi de s'exprimer. Néanmoins, l'obstruction était pénible par sa malhonnêteté et contribuait à dresser contre les inconditionnels certains camarades jusque-là indifférents au conflit.

Le comble fut atteint quand un responsable lillois annonça que les cars pour le retour à Lille étaient arrivés et quand la décision fut prise de terminer auparavant le vote des statuts : *"C'est comme cela que vous méprisez les chauffeurs, ces travailleurs qui, demain matin, seront à nouveau au travail !"*, criaient les opposants. Tollé général, c'était bien aux responsables du retard de s'en indigner ! On décida néanmoins de procéder au vote bloqué des derniers articles, ce qui obligea plus tard à des réajustements que nous n'avions pu faire ce soir-là.

L'arrivée inopinée de Delbasty

Voyant arriver Delbasty le lendemain après-midi, nous étions heureux qu'il se soit décidé à rejoindre le congrès. Il nous apprit qu'un message de M. Porquet l'avait appelé d'urgence en prétendant que lui seul pouvait sauver l'évolution de l'ICEM. Sans doute espérait-elle que le charisme personnel de Delbasty pourrait opérer ce qu'elle n'avait pas réussi elle-même. Croyant débarquer en plein drame, il pouvait constater qu'il n'en était rien et se demandait ce qu'il était venu faire.

De fait, tous les travaux se déroulaient sérieusement à la satisfaction de tous, hormis peut-être quelques inconditionnels d'Élise qui refusaient de tourner la page.

L'élection du nouveau CA

Nous avons proposé aux membres de chacune des douze régions de désigner parmi eux un « délégué régional », au moins à titre provisoire. De même pour les militants des commissions qui devaient proposer les douze « animateurs pédagogiques ». Avec ce nouveau CA, il s'agissait d'élire le comité directeur collégial qui prendrait les décisions d'urgence entre les réunions trimestrielles de CA.

Comme chacun hésitait à se porter candidat à ces fonctions collégiales nouvelles, je proposai à chaque membre du CA d'écrire la liste du CD qui lui semblerait idéal. On fit le dépouillement des 24 listes et se dégaga une composition significative recevant la confiance générale. Il y avait une concentration sur les figures emblématiques du mouvement. Seule Janou Lémery déclina la demande, à cause du travail qui la submergeait déjà à la commission Second Degré. Quant à Delbasty, reparti chez lui aussitôt, il fut néanmoins désigné à l'unanimité comme membre du CD, mais ne participa jamais à ses travaux (ce qui n'empêcha pas certains de ses amis de prétendre qu'il avait été évincé). Comme il fallait désigner légalement un gérant des revues, on choisit Maurice Beaugrand qui prit pour cette raison le titre de président.

A l'issue de la réunion qui mettait en place les nouvelles institutions de l'ICEM, un ami me demanda : « *Cela ne te gêne pas de tirer les marrons du feu quand les autres craignent de se brûler et de te retrouver finalement toujours au second plan ?* » Je lui répondis que mon unique objectif était de voir l'ICEM prendre collectivement ses responsabilités, ma place personnelle n'avait qu'une importance très secondaire. J'avais pour intention de faire avancer les choses et cela pouvait se faire tout aussi bien sans me trouver au premier rang.

Bertrand cherche à nouveau à élargir son influence

Apparemment, tel n'était pas le point de vue de Bertrand qui avait convaincu les membres influents de la commission « Orientations pédagogiques », créée au sein du CA, de lui donner carte blanche pour réaliser un n° expérimental de *L'Éducateur* à paraître en n° 13. Il avait sollicité quelques amis pour en alimenter le contenu. Le problème, c'est que cela ne suffisait pas et qu'en réunion d'équipe, il fit clairement appel à ma contribution. Finalement je fus amené à fournir deux articles et une note de lecture, c'est-à-dire davantage que dans les numéros précédents. Comme ces textes tentaient de recentrer la réflexion, je les reproduis ici.

A la recherche des unités fondamentales

La vie nous impose souvent de prendre rapidement position, de faire des choix sans tergiverser. Voyant fréquemment des camarades agir dans le même sens sans concertation préalable, malgré des réactions superficielles parfois contradictoires, je me suis demandé quel fil d'Ariane commun nous pouvions bien utiliser et si cette sorte de charte intérieure n'était pas l'acquis essentiel de notre compagnonnage commun avec Freinet (même si ce compagnonnage a été vécu, pour les plus jeunes d'entre nous, par personne ou par groupe interposé).

Qu'on m'entende bien, je ne tente pas de définir les dogmes d'une chapelle que nous avons tous refusée. Freinet, justement, nous a aidés à ne pas confondre foi et conviction. Une foi tombe du ciel sur des individus choisis par on ne sait quelle prédestination ; elle ne se perd pas sans un tragique déchirement. La conviction est un constat soumis à l'expérience vécue et, de ce fait, sujet à révision permanente. Oui, Freinet nous a fait partager un certain nombre de ses convictions qui débordent largement la pédagogie et, si nous ne le galvaudions pas, son terme « technique de vie » devrait nous rappeler qu'aucune idée n'a de valeur si elle ne crée en nous une certaine manière d'être.

En simplifiant jusqu'à l'extrême les idées-sources auxquelles tout le reste se ramène, je serais tenté de les condenser en une règles de six unités que je voudrais soumettre à votre réflexion et à votre critique.

1) L'UNITÉ DU VIVANT FACE À L'INERTE

Trop souvent on applique à la vie la logique rationnelle des choses. Combien de fois parle-t-on de « juste milieu » en termes de statique alors qu'en biologie il n'existe que des zones d'équilibre parfois très larges, des latitudes d'adaptation hors desquelles se produit la rupture souvent irréversible ? Songe-t-on à l'erreur continue des modèles mécanistes dans la mesure de l'humain et notamment en éducation ? Accorder une valeur aux progressions linéaires, aux notes, aux moyennes, c'est prendre pour de la rigueur ce qui n'est que de la rigidité, et ceux qui critiquent parfois l'idéalisme de Freinet devraient apercevoir qu'il réintègre le biologique dans l'éducation, qu'il n'abandonne la logique de l'objet que pour celle de la vie. Dans la recherche de cette logique, la cybernétique nous intéresse si elle analyse pour l'adapter aux machines

l'équilibre sans cesse retrouvé de la cellule vivante, non si elle prétend donner aux vivants des modèles algébriques qui éliminent l'essentiel.

2) L'UNITÉ L'ESPÈCE HUMAINE

Par delà les différences évidentes, une unité fondamentale relie le « primitif » au « civilisé », l'enfant à l'adulte. Les langages qui ne se situent pas tous au niveaux des mots, sont la monnaie d'échange de cette unité générale et c'est pourquoi leur apprentissage est la base de l'éducation (parole, dessin, geste, chant, etc.)

Par contre, ceux qui, malgré leurs affirmations, ne peuvent admettre des invariants et appliquer à chaque être un même respect, sont tentés d'homogénéiser les groupes humains par la ségrégation (celui-ci a 70 de QI, celui-là est travailleur immigré, cet autre est élève de 5^e III ou membre de la Société des Agrégés). On n'insiste pas assez sur la contradiction entre les aspirations progressistes et la mentalité de ghetto qui inspire beaucoup de gens, en particulier chez nos collègues.

3) L'UNITÉ ET L'UNICITÉ DE CHAQUE ÊTRE

Aucun homme n'est le duplicata d'un autre et c'est la diversité qui multiplie les rencontres de hasard, créateur de renouvellement. Chacun revit lui-même tous les acquis à sa façon originale, ce qui est d'autant plus inévitable que chaque expérience partielle retentit sur l'individu tout entier.

Le problème fondamental de toute société est de savoir sauvegarder de son propre nivellement les originalités naturelles, de repousser cet inceste intellectuel qu'est le conformisme.

4) L'UNITÉ DE LA VIE QUOTIDIENNE

Il n'existe pas de hiérarchie entre les actes de la vie. Pour l'aborigène d'Australie, la quête permanente de la nourriture est un acte culturel marqué par les rites. En se hiérarchisant, les activités humaines escamotent mutuellement leur signification. L'homme ayant constitué un garde-manger peut passer plus de temps à créer, puis il se pressera de fabriquer pour pouvoir se détendre, mais bientôt le loisir se rentabilisera pour laisser place à ... Finalement, dans cette course-poursuite, où est l'essentiel ? se demandent les civilisations techniciennes qui détruisent leur propre avenir.

5) L'UNITÉ DE LA PENSÉE ET DE L'ACTION

Il n'est pas de pensée utile qui ne se fonde sur les expériences vécues et ne permettent des actions ultérieures. Il n'est pas d'acte conséquent qui ne soit le vecteur d'une pensée, même informulée. Il est impossible de séparer la théorie de la pratique, l'esprit d'avec les techniques éducatives. Toute idée vraie est déjà un engagement.

6) UNITÉ ET CONTINUITÉ DU TEMPS

Même en cas de mutation ou de rupture, le présent est toujours le fils du passé dont il assume les conséquences. Prétendre construire sur une table rase relève d'un total irréalisme, en éducation comme en politique. On ne repart jamais à zéro. Il n'existe pas d'autre moyen radical de faire éclater le négatif que de renforcer le positif jusqu'à ce qu'il provoque un basculement.

D'où le rôle dynamisant de la réussite et l'influence dissolvante de l'échec. En fait, la différence entre le réformisme et la révolution ne tient-elle pas surtout d'une part à la rigidité du milieu, d'autre part à l'action résolue qui pousse jusqu'à la désintégration de l'état précédent ?

Voici ces quelques clés dont la simplicité pourra décevoir, mais justement : plus le profil en est élémentaire, plus une clé peut ouvrir de portes ; l'essentiel est sa solidité.

Si vous dépassez le haussement d'épaules devant ces « évidences », peut-être découvrirez-vous que la combinaison de quelques notions simples permet d'analyser bien des situations. L'essentiel est de multiplier les expériences pour échapper au simplisme ;

UNE PHILOSOPHIE DE LA PROFUSION ...

Ce qui me frappe chez Freinet, c'est le respect de la profusion. Alors que le tâtonnement apparaît à d'autres comme un gaspillage insensé, il sait que chaque expérience répétée n'est jamais, ne serait-ce que par l'évolution du temps, l'exacte reproduction de la précédente, c'est pourquoi il laisse l'enfant s'imprégner de son propre tâtonnement, le mener jusqu'à son parachèvement, en se gardant bien, par contre, de lui imposer le rabâchage. Et l'on s'aperçoit que chaque expérience voisine est une ancre supplémentaire, une racine de plus qui assurera ensuite l'utilisation comme pilier de la réussite intégrée.

En revanche, les individus rendus instables par la prétendue « économie » des acquisitions, flottent sans arrimage et il faut dénoncer la perversion d'une certaine conception de l'économie. Quoi de plus naturel que l'être recherche lui-même sa propre économie et qu'après avoir exploré les détours, il dégage ses trajets les plus simples ? Mais, qu'au nom de l'utilitarisme, il ne puisse supporter de côtoyer une profusion qui ne lui sert pas, voilà bien la pire des aberrations !

Les carnages inutiles, les saccages injustifiables, la production intensive qu'on détruira si les cours s'effondrent, tout cela relève, bien sûr, du profit mais peut-être encore plus de l'angoisse : l'homme dénaturé ne supporte pas que quelque chose vive sans que ce soit pour lui, de peur que ce soit bientôt contre lui. A la campagne, il cueille des brassées de fleurs qu'il ne mettra pas dans un vase ; à la chasse, il tue des dizaines de grives qu'il ne plumera même pas.

A l'école, il a peur du dynamisme qui pousserait l'enfant à décupler ses recherches, il préfère étouffer l'intérêt de peur d'être débordé, de ne pouvoir tout canaliser.

... ET DE LA SÉRÉNITÉ

Et c'est chez Freinet que, pour ma part, j'ai retrouvé cette philosophie de la sérénité dont la spiritualité ne repose jamais sur l'irréalisme, mais sur un respect du matérialisme fondamental.

*Voilà ce dont j'aimerais discuter le jour où nous pourrions laisser au lendemain la vaisselle quotidienne du mouvement, le jour où nous estimerions que **notre véritable rentabilité est de vivre en profondeur.***

Michel Barré

Le second texte se présentait sous forme d'un questionnaire, destiné moins au retour de réponses qu'à l'incitation à réfléchir calmement.

L'ICEM EN QUESTIONS

Plutôt que de répondre par des affirmations à l'appel de la commission « Orientations pédagogiques », j'ai préféré noter les questions que je m'étais moi-même posées, ceci afin d'éviter que les débats se cristallisent en fonction des personnes, plutôt qu'en fonction des idées exprimées. J'ai introduit parfois une certaine programmation pour montrer que certains choix étaient liés ou au contraire s'excluaient. Je serais heureux qu'avant d'avancer des réponses, on se soit posé des

questions, celles-ci et toutes celles que j'ai omises. Dans le cas où vous n'auriez pas deviné mes propres réponses, je vous les dirai un peu plus tard, mais cherchez donc les vôtres, elles sont aussi importantes.

A. - Avenir idéologique du mouvement

A. 1) L'ICEM s'étant constitué autour de Freinet, la fidélité exigeait-elle qu'il se disperse à la mort de son fondateur ?

A. 2) Freinet semble-t-il avoir désiré que l'ICEM reste figé au jour de sa mort et se contente de gérer le passé, comme le mouvement Montessori (avec le fils Montessori) et le mouvement Decroly (avec Mlle Hamaïde) ?

A. 3) Le souci pour l'ICEM de rester en prise sur la réalité sociale et culturelle de son temps apparaît-il comme une trahison de la pensée de Freinet ?

A. 4) Serait-il légitime, en fonction de cette évolution, de remettre en question certaines opinions de Freinet ?

A. 5) A travers son évolution, la continuité idéologique de l'ICEM peut-elle être tranchée par un ou plusieurs héritiers se transmettant l'orthodoxie de la pensée de Freinet ?

A. 6) Des citations livresques de Freinet suffisent-elles à être la pierre de touche de cette continuité idéologique ?

A. 7) Cette continuité doit-elle être garantie par le consensus d'un nombre assez important d'éducateurs ayant une connaissance profonde, vécue et pas seulement théorique, de l'œuvre de Freinet et du contexte actuel de l'éducation ?

A. 8) La définition de ce consensus doit-elle être l'une des tâches les plus importantes des instances de l'ICEM ?

B. - Voies de recherche

B. 1) L'important est-il de maintenir notre pédagogie « dans le vent » en tenant compte des courants d'idées les plus répandus

B. 2) Cette recherche doit-elle d'abord être un approfondissement pour nous-mêmes ?

B. 3) Devons-nous nous dépêcher de faire connaître à l'extérieur l'état de nos recherches de crainte que d'autres nous grillent ?

B. 4) Devons-nous nous contenter d'une diffusion limitée de ce qui est à l'état de recherche et, par contre, informer largement de ce qui nous semble acquis ?

B. 5) Devrions-nous préférer le reproche d'exhibitionnisme à celui de modestie exagérée ?

C.- Ouvertures

C. 1) La pédagogie Freinet doit-elle être la seule raison de vivre des militants du mouvement, est-il anormal qu'ils participent aussi à d'autres mouvements ou d'autres activités ?

C.2) L'ouverture du mouvement signifie-t-elle que l'on va voir ce que font les autres chez eux, que l'on se confronte avec eux et qu'ensuite on revienne enrichi vers notre mouvement qui garde son caractère propre ?

C. 3) Ou bien s'agit-il de faire entrer au sein du mouvement des gens divers, même s'ils n'ont que quelques points communs avec nous, dans le but de secouer un peu ceux des nôtres qui ne sont pas assez ouverts ?

C. 4) Devons-nous accepter le dialogue avec des gens qui n'adhèrent pas a priori à nos idées ?

C. 5) La tolérance envers les personnes impliquerait-elle que nous mettions toutes les idées sur le même plan ?

C. 6) Notre mouvement a-t-il besoin de la compréhension profonde d'un grand nombre de parents ?

C. 7) Peut-on considérer que les actions de l'ICEM dans ce sens ont été jusqu'à maintenant suffisantes ?

D.- La politique et le mouvement

D. 1) L'ICEM doit-il se cantonner dans la pédagogie et ne pas se soucier des problèmes sociaux et politiques ?

D. 2) Peut-on considérer que l'action pédagogique n'est qu'un aspect particulier d'un militantisme global ?

D. 3) Tous les membres de l'ICEM devraient-ils avoir les mêmes idées politiques ?

D. 4) C'est avec nos voisins que l'on risque le plus de nous confondre ; Sont-ils, de ce fait, nos pires adversaires ?

D. 5) Quand des problèmes sont difficiles à résoudre dans certains contextes, vaut-il mieux les déplacer et se contenter de l'activisme révolutionnaire dans les milieux tolérants ?

E.- Psychologie

E. 1) Pour parler de tâtonnement expérimental, devrait-on avoir lu « Essai de psychologie sensible » ?

E. 2) Devons-nous considérer ce livre comme définitif ?

E. 3) Est-il souhaitable de n'avoir lu aucun autre livre de psychologie, afin de ne pas être déformé ?

E. 4) Faut-il s'informer pour paraître plus sérieux, plus scientifique quand nous discutons pédagogie hors du mouvement ?

E. 5) Faut-il étudier à seule fin d'approfondir certains problèmes, pour nous et pour nos élèves ?

E. 6) Dans une pédagogie de créativité, est-il utile d'étudier les phénomènes d'imitation spontanée ?

E. 7) Les problèmes de relation entre originalité et adaptation au groupe ont-ils été suffisamment éclaircis ?

F. - Education sexuelle

F. 1) Les problèmes sexuels intéressent-ils les membres de l'ICEM ?

F. 2) Jusqu'à présent, peut-on dire que l'on a vraiment débattu de ces problèmes au sein du mouvement ?

F. 3) La remise en question de certains tabous est-elle un progrès ?

F. 4) Les adolescents ont-ils besoin seulement de permissivité ou est-il nécessaire de les inciter pour hâter leur libération ?

F. 5) Certains adultes ne semblent-ils pas, si l'on en juge par de nombreux films et romans à succès, projeter sur leur propre vie sexuelle des fantasmes d'adolescence ?

F. 6) Le mythe de la virginité déflorée et de l'irresponsabilité retrouvée semble-t-il être un progrès ou une régression ?

F. 7) Les adultes infantilisés sont-ils plus aptes à aider les jeunes ?

F. 8) Est-il possible de discuter avec ceux qui se permettraient de mettre en doute certaines idées et surtout certaines actions de Reich et de Celma ?

H. - Les outils pédagogiques

H. 1) Un outils qui pourrait être mal utilisé par certains doit-il être retiré du catalogue CEL ?

H. 2) Si un bon nombre de camarades ont besoin de certaines « béquilles » pédagogiques, vaut-il mieux, pour le prestige du mouvement, qu'ils se les procurent ailleurs, même si elles peuvent être améliorées par la CEL ?

H. 3) Compte tenu de l'insuffisance de certains outils, vaut-il mieux les supprimer que de songer à leur remplacement ?

H. 4) Plutôt que de faire de la recherche programmée, est-il préférable que les enfants dont l'enseignant est encore effrayé par la recherche libre, subissent des cours magistraux ?

H. 5) Peut-on envisager une aide aux élèves de classes traditionnelles désireux de faire un rattrapage individuel, notamment au second degré ?

G. - Expansion de pédagogie Freinet

G. 1) Est-il souhaitable qu'un grand nombre d'enfants bénéficient de la pédagogie Freinet ?

G. 2) Les écoles de ville disparaîtront-elles bientôt ?

G. 3) La pédagogie Freinet ne peut-elle être que dénaturée par une adaptation au milieu urbain ?

G. 4) Faut-il envisager un contrôle transmissible si un enfant change d'école ?

G. 5) Des brevets significatifs et rigoureux sont-ils incompatibles avec la pédagogie Freinet ?

I. - Direction du mouvement

I. 1) Le mouvement doit-il être animé par une personnalité qui serait à la fois, comme Freinet, le leader principal et le responsable unique ?

I. 2) Existe-t-il actuellement un leader principal faisant en permanence l'unanimité des militants ?

I. 3) Existe-t-il des personnalités diverses cristallisant autour d'elles les différentes aspirations des militants du mouvement ?

I. 4) Dans cette hypothèse, le rôle du mouvement serait-il de neutraliser cette diversité, de privilégier une seule tendance en vue d'une ligne unique et de rejeter tout ce qui ne serait pas conforme ?

I. 5) Serait-il plutôt de profiter de ces richesses diverse et d'en dégager l'unité profonde ?

I. 6) Manque-t-il actuellement à l'ICEM des gens capables de donner des impulsions dans un sens unique ?

I. 7) Manque-t-il des gens capables de transformer en action continue le discontinu des multiples apports existants ?

J. - La liberté d'expression

J. 1) Chaque membre du mouvement a-t-il le droit de s'exprimer, de s'informer, de poser des questions ?

J. 2) Les autres membres de l'ICEM ont-ils le devoir de l'informer, de répondre à ses questions ?

J. 3) Toute question doit-elle systématiquement posée à l'ensemble du mouvement, même si elle est mal posée ?

J. 4) Un responsable a-t-il le devoir de relever une affirmation erronée, une fausse interprétation pouvant donner lieu à des discussions inutiles ou nuisibles ?

J. 5) Serait-il normal qu'un responsable passe plus de temps à rectifier des erreurs diffusées qu'à faire le travail qu'on lui a confié ?

J. 6) Peut-on admettre que des instances intermédiaires se chargent de répondre aux camarades avant de diffuser leurs questions ou leurs affirmations ?

J. 7) Le fait de ne pas publier systématiquement n'importe quoi doit-il être assimilé à une censure ?

J. 8) Qu'est-ce qui devrait avoir le plus d'importance à l'ICEM : ce qu'on dit ou ce qu'on fait ?

J. 9) Le fait d'accorder un certain poids à ceux qui font par rapport à ceux qui disent qu'ils feront, est-il du mandarinat ?

K.- La place de l'amitié au sein du mouvement

K. 1) Est-il malsain que le travail d'équipe se fonde sur l'amitié ?

K. 2) L'amitié exclut-elle la franchise et la spontanéité ? Faut-il refuser d'exprimer à ses amis un désaccord éventuel ?

K. 3) Doit-on avoir d'autant moins d'exigence qu'on éprouve plus d'amitié ?

K. 4) L'amitié permet-elle de conserver son affection et même son aide à quelqu'un dont on désapprouve certaines actions ?

K. 5) L'amitié implique-t-elle un soutien inconditionnel, même au prix de la mauvaise foi, même au risque de se faire complice de certaines erreurs ?

K. 6) L'amitié doit-elle être un mythe permettant d'éviter toute contestation ?

L.- Pour conclure ce questionnaire

L. 1) Est-il normal que des questions importantes n'aient pas été notées ?

L. 2) Croyez-vous qu'il serait parfois utile de répondre aux questions posées, même si on aurait préféré les poser autrement ?

L. 3) Pensez-vous que celui qui a écrit ces questions l'a fait (même s'il n'y est pas parvenu) dans un but de clarification ?

L. 4) Ou croyez-vous que son but était uniquement de manipuler les lecteurs ?

M. Barré

Les pages centrales portant les n° des questions et des lignes vierges permettaient aux volontaires d'envoyer leurs réponses. Un certain nombre de militants le firent. Il était très difficile d'exploiter systématiquement des réponses qui ne se traduisaient pas, comme dans un sondage, par oui ou par non. Mais l'essentiel était d'avoir amené à se poser des questions rarement posées depuis la mort de Freinet.

A signaler qu'une lectrice avait pris au comptant la dernière phrase sur la manipulation et avait répondu : « Puisqu'il faut obéir à l'obligation de répondre, je dis Oui à toutes les questions. Vous êtes contents ? » C'était la preuve qu'elle n'avait même pas pris la peine de lire les questions.

La critique de livre que j'avais ajoutée concernait « *Les boutiques d'enfants de Berlin-Ouest* », sortes de jardins d'enfants organisés par des gauchistes vivant en communauté. Je n'avais pas été très tendre pour ces gens qui, sous prétexte de philosophie anti-autoritaire, cultivaient une sorte de loi de la jungle pour habituer les bambins de deux ans à ne pas se laisser faire, leur enseignaient à manifester contre la guerre au Vietnam, etc.

Un numéro expérimental qui resta sans suite

Le changement de format choisi par Bertrand (22 x 22) posait des problèmes techniques qu'il n'avait pas évalués. Comme le format précédent de L'Éducateur (15 x 20) était jugé trop

petit, la décision fut prise de passer au format A4 qui n'apportait pas de difficultés particulières.

D'autre part, les responsables des comités de rédaction, regroupant les articles du primaire et du secondaire, firent savoir qu'ils ne tenaient pas à un bouleversement de l'organisation. Je resterais responsable de la coordination générale, mais comme le non remplacement de Deléam accroissait mon travail, on chargerait un maquettiste de préparer l'édition, comme je le faisais depuis des années.

Michel Barré